

n°8 - juillet-septembre 2013 - 4€

# MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED



Quand je pense qu'on est en train de rater le Zone interdite "Spécial Vacances pourries, arnaques et mauvais plans".

**Merkel superstar — Vous avez dit déontologie?**  
**(Dé)formation des journalistes — Libé, mode d'emploi**  
**« Le Lab » d'Europe I — Les Cahiers du foot (entretien)...**  
**+ 4 pages spéciales JEUX DE L'ÉTÉ!**

**24 mars 2013, journée nationale de mobilisation contre le droit au mariage pour tous : la presse régionale du lundi suivant se mobilise elle aussi.**  
**6 mai 2013, manifestation nationale à Paris pour une VIe République et contre l'austérité : la plupart des quotidiens de presse régionale du lundi suivant l'ignorent. Pour résister au parisianisme sans doute. À moins qu'ils ne privilégient "ma famille et ma province".**  
**Ma famille hétérosexuelle, bien sûr....**



le 08/05/13



## SOMMAIRE

- 4. LES ÉDITOCRATES AU SECOURS D'ANGELA MERKEL**
- 6. « LE LAB » D'EUROPE 1**
- 9. LIBERTÉ D'EXPRESSION : F. TADDEÏ VERSUS P. COHEN**
- 11. « UN ŒIL SUR LE MALI »**
- 13. LES JEUX DE L'ÉTÉ**  
Présentez le journal – Corrigez le journal  
Créez votre dépêche AFP – L'édito-Quizz  
Test: Quel journaliste êtes-vous ?
- 17. LIBÉRATION, MODE D'EMPLOI**
- 19. GARANTIR LA DÉONTOLOGIE ?**
- 21. FORMATION ET DÉFORMATION DES JOURNALISTES**  
(Jeudi d'Acrimed avec Jean Stern)
- 24. SPORT FÉMININ VERSUS BEAUF SEXISTE**
- 26. LE JOURNALISME DE FOOTBALL PAR UN FRANC-TIREUR**  
(entretien avec Jérôme Latta)
- 30. ACRIMED, NICHE FISCALE ?**

### Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

**Directeur de la publication**  
Henri Maler

**Ont collaboré à ce numéro**  
Vivien Brunel, Frédéric Lemaire,  
Blaise Magnin, Henri Maler, Julie Morel,  
Ugo Palheta, Olivier Poche,  
Mathias Reymond, Cyrille Rivallan

**Illustrations**  
Colloghan, Frédéric de Manassein

**Secrétaires de rédaction**  
Blaise Magnin, Olivier Poche

**Imprimé par**  
Espace Imprim  
46, rue de Paradis – 75010 Paris

**Commission paritaire:** 1213 G 91177  
**ISSN:** 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Dans la famille des nouveaux chiens de garde, il y a les bouledogues (écrivailleurs et papoteurs tous médias) et les bassets (petits roquets de la presse régionale), les éditorialistes pour papier ou pour micro et les chroniqueurs des matinales des radios et des émissions vespérales des télévisions. Tous ces prescripteurs d'opinion (qui font d'abord l'opinion des prescripteurs d'opinion) et se prennent pour des pédagogues, alors qu'ils ne sont que les secouristes du désordre existant... et, par exemple, d'Angela Merkel (voir p. 4-5). La liste est longue... de ces peu nombreux: des penseurs de Libération, bouffis de certitudes (p. 17-18) au journaliste-consultant de football vautre dans la beaufitude (p. 24-25) en passant par les douaniers du débat public, tel Patrick Cohen, dernier maître-censeur en date (p. 9-10).

Ce journalisme convenu et convenable n'est en rien dérangé par le journalisme décontracté des prospecteurs d'anecdotes, celui du «Lab» d'Europe 1 par exemple (p. 6-8). Et ce journalisme de commentaire et de bavardages, envahissant, écrase de tout son poids le journalisme d'information. Et notamment:

– Le journalisme d'investigation, qu'il ne faut pas confondre, même s'il se confond souvent avec lui,

avec le journalisme de révélation qui se borne à « sortir des affaires »: un journalisme qui lance des alertes sur la vie économique et sociale.

– Le journalisme d'enquêtes et de reportages, trop souvent miné, il est vrai, par le goût de la dramatisation et la recherche du spectacle.

Pourtant, ces journalismes-là, plus ou moins, minorés, existent bel et bien, même à la télévision (voir « Un œil sur le Mali », p. 11-12). Des journalismes que ne peuvent (ou ne veulent) pas exercer la plupart des soutiers de l'information: sous-traitants d'orientations éditoriales qui leur échappent, exécutants de chefferies ivres de management, petites mains préposées au recyclage des dépêches d'agence.

Non, les journalistes ne sont pas « tous pourris »! Nombreux sont ceux qui résistent, réfractaires, ou simplement attachés à la déontologie de leur profession. Encore faut-il que les conditions qui permettraient vraiment de la faire respecter puissent être réunies (p. 19-20). Comme il reste à réunir les conditions d'une autre formation des journalistes (p. 21-23). Mais pour que d'autres journalisms soient possibles et se répandent, un autre monde médiatique est nécessaire.

### ACRIMED VOUS HABILLE POUR L'ÉTÉ

N'allez pas croire la rumeur qui se répand actuellement comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux: non, à l'automne que nous endurons actuellement ne succèdera pas l'hiver! Certes, tout comme vous, nous avons été glacés d'effroi lorsque l'administration fiscale nous a refusé le droit de vous faire bénéficier de la défiscalisation des dons consentis à notre association (voir p. 30). Mais les experts médiatiques sont formels: d'ici une semaine, le croirez-vous, ce sera l'été! Le moment ou jamais d'acquérir le tout nouveau t-shirt d'Acrimed!



(Bulletin de commande p. 30, ou en ligne sur [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org))

# LES ÉDITOCRATES AU SECOURS D'ANGELA MERKEL

Nouvelle tempête médiatique dans un verre d'eau? Dans un entretien avec Claude Bartolone publié le 25 avril par *Le Monde*, le président de l'Assemblée nationale appelait à une « *confrontation* » avec l'Allemagne. Le lendemain, la presse révèle un texte de travail en vue de la convention du PS sur l'Europe du 16 juin dont on apprend qu'il dénonce la politique économique promue par Angela Merkel.

Il n'en faudra pas plus pour lancer une de ces « *polémiques* » dont les éditorialistes sont friands, dénonçant presque unanimement la « *dérive* » anti-allemande, anti-européenne voire belliciste du Parti socialiste. C'est que, en matière d'Europe comme de politique économique, la liberté d'expression a ses limites dont les éditocrates se font les juges...

« *L'Europe de la rigueur est une nouvelle fois attaquée* » s'exclame *Le Monde* dans son édition électronique du 26 avril. En quoi consiste donc cette terrible attaque? Il s'agit d'un texte destiné à être discuté par la commission chargée de préparer la convention du PS sur l'Europe du 16 juin et que *Le Monde* s'est procuré: « *Il constitue une base de travail claire qui invite la gauche européenne à "s'indigner" contre "les recettes qui ont conduit au pire: le libre-échange commercial comme seul horizon des relations extérieures, l'austérité comme étalon à l'intérieur de nos frontières" ».*

Le texte, cité par le quotidien, renvoie dos-à-dos David Cameron et Angela Merkel: « *Le projet communautaire est aujourd'hui meurtri par une alliance de circonstance entre les accents thatchériens de l'actuel premier ministre britannique – qui ne conçoit l'Europe qu'à la carte et au rabais – et l'intransigeance égoïste de la chancelière Merkel – qui ne songe à rien d'autre qu'à l'épargne des déposants outre-Rhin, à la balance commerciale enregistrée par Berlin et à son avenir électoral.* » Il conclut: « *Les socialistes français veulent l'Europe. Ce qu'ils combattent, c'est l'Europe de droite et son triptyque: dérégulation, désindustrialisation, désintégration.* »

Les réactions médiatiques provoquées par la publication de ce texte, qui n'est somme toute qu'un document de travail intermédiaire, en disent long sur la manière dont les

éditocrates contribuent à baliser le débat démocratique sur les politiques économiques et européennes: formules hors contexte à la clé, ils font du texte du PS un brûlot anti-Merkel, pour mieux dénoncer une « *dérive* » anti-allemande, anti-européenne voire belliciste du Parti socialiste...



C'est *Le Monde* qui dégage le premier pour défendre « *L'Europe de la rigueur* » injustement attaquée. Dans son éditorial du 27 avril titré « *Ne tirez pas sur Angela Merkel* », le quotidien vespéral nous livre ses angoisses au terme d'une analyse lexicale et politicienne de haut vol: « *soit ce langage belliciste est autorisé en haut lieu, et c'est tout aussi inquiétant, puisque cela impliquerait que le président ne tient pas ses troupes.* » Une « *inquiétude* » qui fait écho au titre en Une: « *Juppé dénonce le "péril mortel" d'une confrontation avec Berlin.* »

Deux expressions sont montées en épingle par l'exégète du *Monde* pour justifier une polémique aux accents tragicomiques. L'« *intransigeance égoïste* » imputée à Angela Merkel, et la suggestion d'un « *affrontement démocratique* » avec la droite européenne[1] sont ainsi interprétés comme autant d'appels à un affrontement guerrier avec l'Allemagne.

Le quotidien fustige également le « *petit jeu infantile extrêmement dangereux* » qui consisterait à faire de l'Europe, à travers la figure d'Angela Merkel, un « *bouc émissaire* ». Le

texte du PS prend pourtant garde à ne pas confondre l'Europe et les politiques menées par les conservateurs européens et le consigne noir sur blanc, mais visiblement, la nuance a échappé au *Monde*. En tenir compte aurait sans doute obligé le quotidien vespéral à ouvrir un débat d'idées plutôt qu'une futile controverse.

C'est que, pour *Le Monde*, la critique de la politique de l'Allemagne ne permet pas de « *poser les vraies questions* », ni de « *mettre à plat les termes réels et non pas fantasmés du débat sur la stratégie à suivre pour surmonter la crise de la dette*. » Voici donc les « termes réels » du débat (« fantasmés » par *Le Monde*): pas d'alternative à la rigueur allemande – ou alors, c'est la guerre.

Dans l'éditorial de *Libération* du 28 avril, François Sergent emboîte le pas au *Monde*: « *A quel jeu dangereux jouent les socialistes français, prêts à transformer Angela Merkel en bouc émissaire plutôt que de débattre de la politique de leur gouvernement?* » Pour l'éditorialiste, « *on peut – on doit – pouvoir discuter des politiques de rigueur, mais il est démagogique d'en faire porter le chapeau à Berlin ou à Bruxelles*. » Un édito qui inspire la Une tapageuse du quotidien: « *Le PS dérape* ».



Et on serait sans doute à bon droit de se demander à quel jeu joue François Sergent, qui esquive les questions de fond de telle façon qu'il interdit d'en débattre réellement. Comment, en effet, discuter des politiques de rigueur si toute velléité critique à leur égard

doit être circonscrite à leur application en France, et si la remise en cause des politiques promues en Europe par les conservateurs allemands est caricaturée en « *populisme* », en « *xénophobie* » voire en « *douteuse germanophobie* »? Une nouvelle loi de Godwin appliquée au bavardage médiatique en somme...

Notons que lorsque le gouvernement allemand remet en cause la politique économique française, *Libération* ne s'offusque pas d'un regain de « *douteuse francophobie* » outre-Rhin... il s'en fait le porte-voix. Ainsi le 11 novembre 2012, Jean Quatremer se faisait écho dans les colonnes du quotidien des « *mots durs de Berlin sur les maux français* » en citant un « sage » allemand: « *Il faut profondément réformer le marché du travail et couper dans des dépenses publiques que la France n'a plus les moyens de s'offrir [...] Le problème le plus sérieux de la zone euro en ce moment n'est plus la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, mais la France*. »

Après *Le Monde*, *Libération*, c'est au *Figaro* de tressaillir d'indignation. Dans son éditorial du 29 avril titré « *Les apprentis sorciers* », Pierre Rousselin s'indigne: « *Rien n'est plus irresponsable que de faire d'Angela Merkel et de la politique européenne de l'Allemagne le bouc émissaire des difficultés qui s'accumulent sur notre pays*. » Le même jour, l'éditorialiste des *Échos* ne choisit pas la carte de l'originalité et de la nuance pour évoquer une « *logorrhée anti-Merkel, voire anti-allemande qui commençait à prospérer au sein d'un Parti socialiste livré à lui-même*. »

Mais une fois de plus, c'est à Franz-Olivier Giesbert que revient la palme du mérite éditorial: là où ses éminents confrères sont excessifs, lui est outrancier; là où eux sont caricaturaux, lui choisit le registre burlesque... Son éditorial du 2 mai dans *Le Point* fustige ainsi une « *conjurat[i]on des imbéciles* ».

« *Crétinisme* », « *hystérie* », « *mauvaise foi* », Giesbert n'a pas de mots assez durs pour évoquer le texte du PS: « *les socialistes ont décidé d'inoculer aux*

*Français le venin de l'europhobie et de la germanophobie* ». En dénonçant « *l'Europe de droite* », le PS « *tourne la page de son héritage européen* » explique Giesbert. L'Europe serait-elle donc nécessairement de droite?

\*\*\*

On ne peut qu'être frappé par la violence des réactions médiatiques à la publication d'un texte où, somme toute, un parti qui se revendique de gauche en appelle à une « confrontation politique » avec la droite en Europe, et en particulier avec la droite allemande, dont les orientations ont une empreinte forte sur les politiques prises à l'échelle européenne.

Cette violence ne fait que révéler l'extrême pauvreté du débat sur les politiques européennes tel que les médias contribuent à l'orchestrer: le consensus autour des politiques de rigueur impulsées par les conservateurs allemands (et acclamées bruyamment, jusqu'à peu, par l'éditocratie française) est tel qu'une remise en cause publique prend des allures d'outrage: il ne peut s'agir que d'une manœuvre « *populiste* », « *anti-allemande* » ou « *anti-européenne* » pour détourner l'attention du bon peuple, voire le détourner des nécessaires sacrifices dont l'Allemagne a donné l'exemple.

Cette invraisemblable uniformité des prises de position de l'« élite » de la presse est évidemment un affront à toute idée de pluralisme médiatique... Pis, au lieu de contribuer à animer le débat public et d'en expliciter les enjeux, une poignée d'éditocrates s'est livrée à son sabotage en règle au cours d'un épisode d'hystérie politico-médiatique dont, une fois n'est pas coutume, le Parti socialiste a fait les frais... Ou quand loin de jouer son rôle de ferment démocratique, un certain « journalisme » pollue le débat public.

[1] « *Affronter démocratiquement la droite européenne, c'est se confronter politiquement à la droite allemande. L'amitié entre la France et l'Allemagne, ce n'est pas l'amitié entre la France et la politique européenne de la chancelière Merkel* » dans le texte du PS.

# UN PEU DE TOUT, PRESQUE RIEN ET N'IMPORTE QUOI: « LE LAB » D'EUROPE 1

Fondé en décembre 2011 en marge de la rédaction d'Europe 1, Le Lab est un site d'information politique qui se voudrait en même temps un lieu d'innovation journalistique. Malheureusement, loin d'inventer quoi que ce soit, les quelques journalistes qui composent la rédaction ne font que reprendre en les amplifiant les pires manies du journalisme politique « classique », délaissant totalement le fond et les enjeux de l'action politique pour se focaliser de manière compulsive sur les petites anecdotes, les « petites phrases », et les petits « buzz »: bref, sur les aspects les plus superficiels du jeu politico-médiatique... Et nulle intention satirique dans ce fatras, Le Lab ne se voulant en aucune manière une variante numérique de *Charlie Hebdo*, ou un prolongement des Guignols de l'info sur internet; ses artisans prétendant même renouveler le traitement de l'actualité politique...

Laissons au rédacteur en chef du Lab lui-même le soin de définir cet art, qui n'a rien de nouveau mais que Le Lab perfectionne jusqu'à l'absurde, de produire des informations insignifiantes à partir du recyclage de presque rien: en s'appuyant (prière de ne pas rire) sur une « lecture bourdieusienne de l'info », il s'agirait de « produire une info qui essaye de sortir des agendas officiels et ultra-dominants », « une info qui creuse, qui fait des pas de côté et qui, en même temps, ne se prend pas non plus trop la tête »...

Indubitablement, pour rédiger un article, on ne se prend pas trop la tête au Lab, puisqu'on se repose sur « la curation »... Pour les ignares, le rédacteur en chef précise: « Curation, mot un brin barbare pour parler de "revue de presse" ». Les ignorants sont soulagés. « Mais attention, précise le lecteur de Bourdieu, on ne fait pas toujours cela brut: on essaye non seulement de faire de la mise en avant d'infos et de déclarations qui finiraient, parfois, sans notre relais, dans les oubliettes de l'info ET de les décrypter, et de lire entre les lignes. Un de mes petits "slugs" préférés - ce mot-clef par lequel on débute souvent nos articles - c'est « VOSTF »: traduire la langue politique en langue normale. » Pour traduire cette novlangue journalistique en langue ordinaire, Le Lab se



démarque de la concurrence en recyclant les images, les sons et les tweets non utilisés, traités ou commentés par les autres médias - qui, pourtant, ne sont souvent pas très regardants pour juger de ce qui constitue une information digne d'être diffusée...

Et, en guise de « décryptage » de « la langue politique », de « pas de côté » par rapport aux agendas politiques et médiatiques officiels, et sous prétexte de « creuser » l'information, les articles du Lab ne connaissent que deux modalités: ou bien ils surfent sur le dérisoire, l'anecdotique et le distrayant; ou bien ils mettent l'accent sur les faux-semblants, les rivalités et les mesquineries du monde politique... Une politique éditoriale tout à fait rationnelle puisque l'essentiel est de racoler du « clic » à partir de titres aguicheurs postés sur Twitter!

## LA POLITIQUE COMME DISTRACTION

Le Lab transpose donc sur internet la recette télévisuelle qui consiste à traiter de politique dans les émissions de divertissement pour en faire un spectacle comme un autre. Voici une sélection des différentes variétés de distractions que l'on peut trouver sur le site.

**Le one-man-show.** — Ainsi, tel article intitulé « Le show Borloo sur BFM TV, l-télé et France 3 après de l'interview de François Hollande » (*sic*), met en scène la truculence et le savoir-faire médiatique d'un responsable de l'opposition... à partir d'une reprise d'un tweet de journalistes de *Libération*, et d'une vidéo du Huffington Post. Peu importe ce qu'il dit: le voir ainsi aller de plateau en plateau glisser un bon mot ou provoquer un esclandre bon enfant suffit à combler d'aise des journalistes qui ne veulent pas « se prendre la tête ».

**Le spectacle collectif.** — Lorsque Le Lab couvre les questions au gouvernement, le titre, toujours le même, dit déjà tout de l'angle adopté: « Le spectacle des questions au gouvernement »... Le problème étant que les séances suffisamment houleuses pour justifier l'annonce d'un spectacle ne sont pas si fréquentes... ce qui nuit considérablement à l'inspiration des amateurs de music-hall du Lab. Ces articles juxtaposent alors paresseusement des captures d'écran de France 3, des images animées du plus haut intérêt (un sourire échangé entre deux ministres, un député ouvrant *Le Monde* dont la Une porte sur Jérôme Cahuzac), ou encore quelques tweets de députés. L'ensemble se présente au final comme un blog de collégien en voyage scolaire dans lequel ne déparent pas les commentaires qui se contentent de paraphraser les débats et les images...

**Le détail frivole.** — C'est, par exemple, en décortiquant une vidéo du Monde.fr consacrée au sujet incontournable du « design dans les lieux de pouvoir », que les limiers du Lab, à qui rien n'échappe, ont pu débusquer une information décisive en remarquant un accessoire de téléphonie posé sur le bureau de Jean-Marc Ayrault... et en faire un (long) article. Avec cette analyse d'une grande profondeur: « *Au Lab, on est formels: la ressemblance avec "le combiné rétro Moshi Moshi conçu par le créateur français, David Turpin", vendu 35 € notamment chez Colette et sacré objet hype, par Elle.fr, est totale. Idéal, donc, pour soigner la design credibility d'un premier ministre en mode: "Du design, oui,*

*mais accessible*». » Internauts débranchés s'abstenir!

**Qui sort avec qui?** — Pour que le spectacle soit complet, une petite excursion dans le journalisme de « trou de serrure » peut toujours s'avérer rentable et générer du flux. Et peu importe que l'article de reprise, ne contienne pas plus « d'information » que le titre interminable n'en annonce déjà, l'important est qu'il soit vite troussé et qu'il affiche à la fois la promesse d'une révélation « people » et d'un « clash »: « *L'Express* assure que le compagnon de Christiane Taubira est dans son cabinet, la ministre s'énerve sur Twitter »...

**Les coulisses.** — Le rédacteur en chef du Lab se plaît à souligner que son équipe ne se contente pas de faire du copier-coller de matériaux récoltés ailleurs, de résidus non commentés d'interviews réalisées par d'autres et de tweets: elle se livre parfois à la « *production d'infos 100 % non vues ailleurs: eh oui, figurez-vous que, malgré nos horaires en flux tendu et notre ouverture 7j/7 de 6 heures à 22 heures, on se débrouille pour sortir sur le terrain politique.* » Et de citer, à titre d'exemple, le « tweet-reportage » du 13 novembre 2012, pour couvrir la première conférence de presse de François Hollande. Avec, photos à l'appui, quatre tweets pour décrire le placement des ministres, deux pour expliquer la disposition des journalistes dans la salle et la vue depuis le pupitre présidentiel, deux autres pour signaler l'absence de prompteur, deux nouveaux pour indiquer le nombre exact de journalistes accrédités, etc. Bref, des informations de la plus haute importance qui valaient bien qu'un enquêteur du Lab se déplace.

## DÉCRYPTER OU DÉNIGRER?

Le « décryptage » est un de ces vocables à la mode qui a envahi la langue journalistique. En principe, synonyme d'analyse ou d'explication, le terme est le plus souvent un cache-misère pour désigner n'importe quel commentaire. Et, comme nombre de leurs confrères, les journalistes du Lab baptisent eux aussi leurs commentaires personnels du noble nom de « décryptage ». Or ce qui les anime, c'est visiblement de ne rechercher que doubles discours, postures, ambitions, turpitudes et polémiques derrière les faits, les gestes et les déclarations des responsables politiques...

Que ce soit sous la plume d'un éditorialiste réputé ou d'un journaliste maison, pour Le Lab, la parole politique se résume souvent à un exercice de duplicité ou de dissimulation. Ainsi, lorsque le 26 mars, le constitutionnaliste reconverti en chroniqueur médiatique, Olivier Duhamel, est invité à présenter l'intervention de François Hollande programmée deux jours plus tard sur France 2, il ne propose pas au Lab une analyse de la situation politique ou des marges de manœuvre économiques du gouvernement: il ne cherche qu'à anticiper le « plan com » supposément concocté par le président et ses conseillers... Et comme son imagination s'avère très limitée, et ses suppositions plus qu'hypothétiques, il les enveloppe dans une bonne dose de dérision: « *Crise oblige, François Hollande ne peut pas être un petit papa Noël descendant du ciel avec des jouets par milliers. Lui reste la posture du gentil papa Président qui n'inflige pas à ses enfants toutes les fessées envisagées.* » De la même façon, lorsque le gentil éditorialiste n'a rien à dire, il lui reste la posture de l'amuseur public...

Signalé comme un travail exemplaire de « décryptage » par le rédacteur en chef du Lab, « Le petit Copé illustré en quatre leçons » ne fait que redécouvrir la « langue de bois » – pourtant consubstantielle à toute parole publique... Et pointe les différentes méthodes utilisées par Jean-François Copé pour esquiver certaines questions ou en retourner la charge critique au cours d'une interview sur France Culture le 29 octobre 2012. Peu importe ce qu'a dit le responsable de l'UMP au cours de cet entretien, ce qui intéresse au Lab, c'est sa rhétorique et sa joute verbale avec le journaliste...

Autre obsession des journalistes du Lab: les rivalités, les rapports de force entre leaders, les ambitions personnelles. Que Manuel Valls commente une décision de justice, et ce n'est pas la question de la séparation des pouvoirs qui excite la curiosité du Lab, pas plus que celle, sous-jacente, de la laïcité, mais l'embarras du gouvernement et le fait de savoir si le ministre de l'Intérieur a été désavoué ou non: « Manuel Valls aurait-il dû s'abstenir de répondre sur Baby Loup? »

Et quand le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, est invité à s'exprimer sur l'affaire Cahuzac et sur « les affaires » qui touchent le PS marseillais, toutes ses déclarations sont passées au prisme de sa volonté supposée de se représenter pour un troisième mandat. Et là encore, tout (c'est-à-dire pas grand-chose) est dit dès le titre: « Jean-Claude Gaudin importe l'affaire Cahuzac dans la campagne des municipales à Marseille ».

Et comme la politique, au même titre que tout univers social, comporte ses petites bassesses et mesquineries plus ou moins

pathétiques, pourquoi se priver d'en rire? Le Lab traque donc, notamment au cœur de l'Assemblée nationale, les occasions de railler les députés.

Avec une insistance particulière sur la propension des élus à se rapprocher de l'orateur lors des questions au gouvernement, retransmises en direct, pour être « vu à la télé ». Le 30 octobre 2012, c'est le réalisateur de France 3 qui commente ainsi la séance de questions d'actualité du 23: « Sur cette intervention du député Arnaud Robinet, on voit bien comment tous les députés se regroupent autour de l'orateur. Vu, pas vu à la télévision, "that's the question" traditionnelle des mardis et mercredis. Tiens, l'homme à la veste jaune, Lucien Degauchy, est pile dans le cadre. Comme par hasard. [...] Le nouveau parti UDI, ici présent avec son président Jean-Louis Borloo. Tiens, on retrouve l'homme à la veste jaune, Lucien Degauchy. Cherche-t-il à entrer dans le groupe UDI? Ou la prochaine question serait-elle posée à ce micro? Eh oui, Maurice Leroy interviendra juste après. » À noter également que ce même article de « décryptage » d'un après-midi de débats à l'Assemblée permettra aussi de révéler que « les députés ont délaissé les traditionnels quotidiens pour les tablettes et autres smartphones. Connectés, les députés », que certains lisent des livres pendant la séance, que d'autres se plongent dans les comptes rendus des débats, ou encore une « image étonnante [de] trois ministres en même temps dans leurs pensées »... Où comment aller à l'essentiel...

Dans le même registre, consistant à s'appesantir sur des brouillilles pour peu qu'elles illustrent les mœurs peu glorieuses de la classe politique, dans

l'article intitulé « Mariage homosexuel: les députés trichent-ils en votant à plusieurs reprises? », des petits écarts au règlement sans conséquence éclipsent un débat dont la teneur n'est même pas évoquée.

Lorsqu'avec l'affaire Cahuzac, un scandale républicain surgit dans l'actualité, les journalistes du Lab y voient surtout une machine à polémiques et donc à « buzz »... Et si le « clash » n'est pas spontanément au rendez-vous, qu'à cela ne tienne, il suffit de reprendre les propos d'un responsable politique passés inaperçus, de les décontextualiser, et d'espérer qu'ils susciteront des réactions outrées et cinglantes de ses adversaires. Et tant pis si le titre paraît tout à fait incompréhensible: « Affaire Cahuzac: Jean-Luc Mélenchon fait un parallèle avec le "copinage généralisé" de l'affaire DSK », une référence à l'affaire DSK, une autre à Jean-Luc Mélenchon et la fréquentation du site est dopée...

\*\*\*

En se délectant et en faisant commerce de toutes les futilités, les médiocrités et les « trucs » qui émaillent la vie politique, les journalistes du Lab dépolitisent la politique. Non seulement ils en éludent par principe les enjeux, mais ils donnent une image déplorable de ses acteurs et de leurs ressorts, sans le moindre second degré et en allant jusqu'à prétendre produire de l'information autrement! Alors que la situation socio-économique est catastrophique dans toute l'Europe, que la crise politique menace quand elle n'est pas déjà consommée, le Lab qui érige la frivolité en ligne éditoriale avec le plus grand sérieux (et sans maîtriser, ni rechercher d'ailleurs, les formes qui donnent à la satire son piquant), fait penser à l'orchestre du Titanic qui continuait imperturbablement à jouer pendant le naufrage! La production consternante du Lab illustre la faillite d'un certain journalisme politique, dont les tares sont encore grossies par les logiques d'audience et de production de « l'info » à flux tendu propres à Internet. Le plus inquiétant étant que vu le jeune âge de ses auteurs (le rédacteur en chef a moins de 30 ans), et la réputation de nouveauté que Le Lab a réussi à imposer, ce type de journalisme pourrait représenter l'avenir de la profession... ou du moins d'une partie d'entre elle.



# LIBERTÉ D'EXPRESSION ET SERVICE PUBLIC : FRÉDÉRIC TADDEÏ FACE À PATRICK COHEN

La scène se passe sur le plateau de « C à vous » (France 5) le 12 mars 2013. De quoi est-il question ce jour-là ? De prime abord, de quelques-uns des invités, dont Patrick Cohen conteste la présence dans l'émission « Ce soir ou jamais », animée par Frédéric Taddeï. Autant le préciser immédiatement : notre propos n'est pas ici d'évaluer cette émission. Autant le préciser surtout : il faudrait mal connaître Acrimed pour croire un seul instant que c'est en raison d'une sympathie particulière pour les invités nommément mentionnés pour être récusés par Patrick Cohen que nous prenons position. Ce qui est en cause c'est une question de principe.

## UNE LISTE NOIRE ?

À Patrick Cohen qui lui reproche, confondant au passage les médias et leurs publics, d'inviter « des gens qu'on n'entend pas ailleurs, et qu'on n'a pas forcément, que les autres médias n'ont pas forcément envie d'entendre » (en l'occurrence Tariq Ramadan, Dieudonné, Alain Soral, Marc-Edouard Nabe), Frédéric Taddeï rétorque : « pour moi, il n'y a pas de liste noire, il n'y a pas d'invité que je refuse d'inviter par principe parce que je ne l'aime pas. Voilà, je me l'interdis, je suis sur le service public, ce n'est pas à moi d'inviter les gens en fonction de mes sympathies et de mes antipathies, voilà c'est tout »

## UNE QUESTION DE RESPONSABILITÉ ?

Patrick Cohen soutient alors que « Ce n'est pas juste une question de sympathie ou d'antipathie » concédant ainsi, puisqu'elles ne sont pas seulement cela, que les préférences ou les aversions personnelles de l'animateur jouent leur rôle. Puis il se retranche derrière cet argument : « Quand on anime une émission de débat, de débat public, on a une responsabilité »

Quelle responsabilité ? « Par exemple de ne pas propager de thèse complotiste, de ne pas donner la parole à des cerveaux malades, parce que dans les gens que j'ai cités, je pense qu'il y a des cerveaux malades. » Peu nous importe si l'opinion

personnelle du psychiatre improvisé est fondée ou non, est-ce à lui de décider a priori de l'état mental d'interlocuteurs éventuels ? S'il existe, pour parler comme Patrick Cohen des « cerveaux malades », c'est qu'ils ne le sont pas tous. Comment trancher ? Le « complotisme » existe, à n'en pas douter. Mais comment éviter que la dénonciation d'un conspirationnisme imaginaire ne serve à clore a priori toute discussion rationnelle. Comment par conséquent diagnostiquer le « complotisme » inacceptable et mortifère si l'on prive d'expression ceux qui sont soupçonnés ou soupçonnables d'y céder ?

De façon plus générale, la responsabilité des animateurs de débat dans un média qui n'affiche aucun parti pris est précisément de n'en afficher aucun, comme le souligne Frédéric Taddeï : « C'est un débat éternel on ne sera jamais d'accord sur ce sujet, j'anime une émission de service public, si j'étais sur Fox News, je serais comme vous, je déciderais que les gens qui regardent Fox News vont entendre un certain son de cloche et je le privilégierais. »

## DES OPINIONS HORS LA LOI ?

À Patrick Cohen qui concède qu'« On a le droit de penser ce qu'on veut mais dans les limites de la loi », Frédéric Taddeï réplique : « En l'occurrence je n'ai jamais eu de problème de ce côté-là... ». Patrick Cohen reprend alors de plus loin : « Le

*négligence, c'est quelque chose... »* Et comme Frédéric Taddeï lui répond que personne n'a jamais soutenu dans son émission que les chambres à gaz n'ont pas existé, Patrick Cohen soutient que les « complotistes » sont des négationnistes en puissance : « Complotistes, vous savez ce que c'est les complotistes, et les complotistes ça finit généralement... » Par quoi ? Par le négationnisme ? Condamner au silence une opinion au nom de sa conséquence éventuelle – au demeurant peu vraisemblable, dans le cas choisi, quand on amalgame tous ceux que l'on désigne, à tort ou à raison comme des « complotistes » – ouvre la voie à tous les arbitraires.

Manifestement, Patrick Cohen vise, sous la désignation de « complotistes », tous ceux qui, peu ou prou, à tort ou à raison, doutent de la version des attentats du 11 septembre ou lui opposent une autre version. Faut-il les interdire d'expression ? Frédéric Taddeï répond : « tant qu'il n'y aura pas une loi en France, et vous pouvez écrire à votre député si vous voulez que les gens ne puissent plus dire qu'ils doutent de ce qu'ils appellent la version officielle du 11 septembre, si vous voulez qu'ils n'aient plus le droit de le dire... ». Patrick Cohen doit alors concéder : « Ils ont le droit de le dire... » Et Frédéric Taddeï de poursuivre, parlant de son interlocuteur : « il fait allusion à un truc avec Matthieu Kassovitz un jour qui a dit qu'il avait des doutes sur le

11 septembre. » Or « Il y avait des gens en face de lui qui lui ont dit qu'il était fou, le débat a eu lieu. Point. Terminé. » Ce qui n'interdit pas d'enfoncer le clou :

— Frédéric Taddei : « Si je vous disais là "j'ai des doutes sur le fait que Lee Harvey Oswald était le seul tireur le jour de l'assassinat de Kennedy", qu'est-ce que vous faites, vous m'accusez de négationnisme et me faites arrêter par la police? »

— Patrick Cohen : « Non évidemment pas, évidemment pas, évidemment pas. »

### ARBITRE DES OPINIONS OU ANIMATEUR DE DÉBATS?

Patrick Cohen, qui a concédé auparavant que toutes les opinions (et donc tous les doutes) qui se tiennent dans les limites légales ont le droit de s'exprimer librement, change alors d'argument et déclare, ce qui est tout à fait différent : « Vous dites simplement que toutes les opinions se valent et qu'on peut entendre absolument toutes les opinions, moi je... ». Or affirmer que toutes les opinions sont libres ne signifie nullement qu'elles sont équivalentes... et qu'il appartient à un animateur du service public, siégeant au tribunal de la raison, d'arbitrer entre celles qu'il juge recevables et celles qu'il condamne au silence.

C'est donc une position de principe que défend à nouveau Frédéric Taddei : « Toutes les opinions autorisées par la loi, et en France sont défendues par la Constitution, tout ce qui n'est pas interdit est autorisé, et ce n'est pas moi, animateur de télévision qui vais décider de ce que l'on a le droit de dire, il y a des livres qui paraissent, des films qui sortent, vous avez le droit de faire le tri, c'est votre responsabilité [...] Moi, ma responsabilité c'est que en tant qu'animateur d'une émission de débat sur le service public je m'interdis d'être le procureur ou le défenseur des uns et des autres et surtout de censurer qui que ce soit sur quelque sujet que ce soit, à partir du moment où il respecte la loi. »

Sans préjuger de la façon dont Frédéric Taddei applique le principe qui le guide, force est d'admettre qu'il est fondé,

même si la loi interdisant certaines opinions est elle-même discutable.

### CONDAMNÉS INTERDITS ET CONDAMNÉS AUTORISÉS?

Or, s'agissant du respect de la loi, souligne alors Frédéric Taddei, « il n'y a eu le moindre problème dans "Ce soir ou jamais" y compris avec les gens que vous avez cités, je parle de Dieudonné et d'Alain Soral qui sont dans des positions un peu spéciales... [...] Je ne parle pas de Tariq Ramadan et de Marc-Edouard Nabe qui sont invités partout... » Seulement voilà : si aucun invité n'a tenu des propos condamnables, Dieudonné et Alain Soral, eux, insiste Patrick Cohen, ont été « condamnés, condamnés plusieurs fois... » Faut-il pour autant les priver d'expression? Cette position serait intenable : à ce jeu-là, combien de ministres et de responsables politiques – dont certains ont même été condamnés pour racisme et invités sur France Inter, comme le rappelle Taddei –, de chefs d'entreprises et d'éditeurs seraient déjà privés de micros et d'écran...

Peu nous importe par conséquent, du moins dans ce contexte, si les invités mentionnés défendent des idées que l'on est largement en droit de réprouver, car la question posée est bel et bien une question de principe : si un animateur du service public s'arroge le droit de choisir des invités selon son opinion, en interdisant d'expression certains d'entre eux, son arbitraire peut frapper n'importe qui.

\*\*\*

Un principe, il est vrai, peut en cacher un autre. Ce qui serait alors en cause, c'est le principe même de l'émission « Ce soir ou jamais » : les choix qui président à la composition du plateau et privilégient, à côté de quelques omniprésents, des personnalités méconnues et, souvent, réputées atypiques, dont on ne sait si elles sont là parce que leurs activités et leurs œuvres le justifient ou parce que leur présence permet d'entretenir le spectacle : un spectacle de confrontations dont l'intérêt réside surtout dans le spectacle lui-même...

## BRUNO ROGER-PETIT, CHRONIQUEUR VIGILANT

Le 18 mars, Patrick Cohen recevait le renfort de Bruno Roger-Petit, dans une chronique parue sur Le Plus du Nouvel Obs et intitulée « Taddei invite une prof qui assimile les gays à des singes : acceptable? » « Doit-on vraiment donner la parole à ceux qui soutiennent les thèses les plus extrêmes? », demandait au début de sa chronique, Bruno Roger-Petit qui élargit ainsi aux « extrêmes » la liste des proscrits potentiels. Une liste qu'il étoffe peu à peu, en ajoutant par exemple Anne-Marie Le Pourhiet, une professeur de droit qui « affiche un conservatisme ultra, sur tous les sujets » Plus loin, c'est Elisabeth Lévy qui est frappée d'interdit. Parce qu'on l'entend trop? Ce serait défendable. Mais il y en a bien d'autres que l'on entend trop, y compris dans « Ce soir ou jamais ». Mais ce n'est pas tout. De proche en proche, ce sont tous les « représentants des France extrémistes » qui sont menacés pour qu'une plus large place soit faite à la gauche gouvernementale (on croit rêver!) : « Disons les choses comme elles sont : la gauche traditionnelle, celle qui est l'héritière directe de 1789, la gauche socialiste et social-démocrate, la gauche socialiste et républicaine, la gauche libérale et sociale, n'est jamais la mieux représentée et incarnée chez Taddei. » Question de principe? Non! Place aux copains! C'est vrai ça : la « gauche socialiste et social-démocrate » est quasiment inaudible sur le service public!

# « UN ŒIL SUR LE MALI » : QUAND LE SERVICE PUBLIC INFORME...

... Il arrive que cela mérite d'être vu et discuté.

Depuis la décision du gouvernement d'engager l'armée française contre les groupes islamistes qui contrôlaient le Nord du Mali, ce pays s'invite régulièrement au centre de l'actualité. Ou plutôt, le Mali apparaît comme le décor exotique d'opérations militaires où se joueraient le prestige international de la France, la capacité de son armée à intervenir sur un autre continent ou la stature de chef de guerre de François Hollande... De ce point de vue, la couverture de la première semaine de l'intervention française avait été, du moins dans les JT de TF1 que nous avons observés, caricaturale. Or, si le journalisme de guerre, lorsque la France est engagée dans un conflit, est plus ou moins condamné à n'être qu'un journalisme d'accompagnement de l'armée française, on pourrait au moins attendre des médias qu'ils informent correctement sur le contexte social, économique et politique des pays concernés. Ce qui fut fait, beaucoup mieux qu'à l'accoutumée, avec l'émission « Un œil sur la planète ».

Émission trimestrielle créée en 2002, « Un œil sur la planète » se présente (modestement...) comme « le magazine géopolitique de la rédaction de France 2 ». Personnifiée par son présentateur – Étienne Leenhardt –, elle dépend d'abord d'équipes de reportage qui réalisent, pour chaque émission, plusieurs sujets sur un pays déterminé. C'est ainsi que les dernières émissions ont été successivement consacrées à la Pologne, au Qatar, à la Birmanie et, le 22 avril 2013, au Mali.

« Mali: faut-il crier victoire? »: ce titre aux accents patriotiques laissait augurer le pire. Mais le pire fut largement évité, ne serait-ce que parce que ce titre réducteur ne rend nullement compte de la diversité des cinq reportages proposés: si le magazine se penche bien, à travers eux, sur les conséquences de l'intervention française au Mali, son intérêt repose surtout sur les

informations qu'il apporte sur divers aspects décisifs de la réalité malienne.

– *Le premier reportage*, « Chroniques de Gao », montre la reprise de la ville aux djihadistes, les combats consécutifs à l'intrusion de combattants islamistes pendant les premières semaines de présence française sur place et le retour des habitants dans une ville que nombre d'entre eux avaient fuie.

– *Le deuxième reportage*, « La bataille des Ifoghas », revient sur les opérations militaires en elles-mêmes, et en l'occur-

rence sur la traque, dans le massif des Ifoghas, des combattants fuyant l'avancée des forces françaises.

– *Le troisième reportage*, « La question Touareg », s'efforce de rendre compte de la complexité de cette question en



donnant largement la parole à des représentants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et à des civils, mais aussi à un ancien ministre devenu patron de presse qui défend des positions proches de celles des gouvernants de Bamako.

– **Le reportage suivant**, « La malédiction de l'or », se penche sur la misère des populations qui vivent aux alentours des grandes mines d'or exploitées par une multinationale australienne.

– **Enfin, le dernier reportage**, « Quel islam pour le Mali? », présente les deux courants principaux, soufi et wahhabite, qui traversent l'islam malien contemporain.

Si aucun résumé ne peut se substituer aux reportages eux-mêmes, rien n'interdit de souligner d'indéniables faiblesses et de criantes impasses.

– **Sur la forme d'abord**. La mise en scène, en situation, du présentateur, destinée, sans doute, à authentifier sa présence et son importance, n'évite pas de transformer les images de la misère en clichés touristiques (par exemple avec le lancement du sujet sur les mines d'or réalisé depuis un bidonville). Le ton des commentaires les apparente souvent à une dramatisation... théâtrale. La mise en scène des combats à Gao, avec infographie et musique angoissantes est superflue.

– **Sur le fond surtout**. Le reportage sur la bataille des Ifoghas n'apprend rien sur l'essentiel de « la guerre » telle qu'elle s'est déroulée dans les zones habitées dans les premières semaines, et a surtout pour objectif de montrer des images spectaculaires, Étienne Leenhardt pouvant se féliciter d'avoir « eu accès à toutes celles que l'armée a accepté de nous montrer » (sic)... Le contexte – géopolitique, justement – de l'intervention française et l'existence d'intérêts économiques français dans le pays, comme la présence des principales mines d'approvisionnement de la France en uranium à quelques centaines de kilomètres de Bamako sont à peine évoqués; la situation politique interne du Mali est pour l'essentiel éludée (malgré une intéressante rencontre avec un mouvement de citoyens agissant pour le « nouveau démocratique »), de même que les structures économiques du pays ou que la situation sociale et sanitaire de la population. Quelques images et quelques phrases sur la corruption et la misère (hormis celle qui règne à Gao) et c'est presque tout.

C'est assez dire que cette émission est discutable. Mais en un sens très précis: elle mérite d'être discutée, alors que tant d'autres restent largement en dessous de toute discussion possible. En effet, malgré de troublantes lacunes, les reportages donnent à voir et à comprendre autre chose

que ce qu'auraient apporté les « sujets » bâclés des journaux télévisés, les reportages strictement sensationnalistes de tant d'autres émissions, les savoirs prétendument analytiques dispensés par des spécialistes et les points de vue de prétendus experts. Les reportages proposés par l'émission, équilibrés, donnant la parole aux intéressés, alternent le général et le particulier, et permettent d'incarner les réalités abordées et de leur donner une

consistance autre, mais non moins importante, que de pseudo-discours savants.

Les images elles-mêmes, quand elles ne cèdent pas au goût du pittoresque et à un esthétisme hors de propos, permettent de se figurer le pays, ses paysages, son urbanisme et le cadre de vie des populations, mais aussi, souvent, la dure réalité de leur détresse et de leur dénuement. Qu'il s'agisse de combattants apparemment fanatisés, qui s'avèrent souvent être en réalité de pauvres hères affamés et ou des adolescents en état de sidération, ou encore qu'il s'agisse de la déférence et de la ferveur des partisans d'un guide spirituel soufi, les images proposées, correctement contextualisées, rendent sensible ce qu'aucun discours rationnel ne peut restituer quand il se présente comme autosuffisant. Au commentaire de délivrer le sens de ces images et de faire appel à l'intelligence ainsi soutenue des téléspectateurs, dans une émission de large audience et non dans un média spécialisé ou plus confidentiel et plus engagé.

Disant cela, notre objectif n'est pas de décerner un grand prix à l'équipe de ce magazine très inégal, ni de consacrer un chef-d'œuvre du journalisme documentaire ou du reportage d'investigation, mais de montrer qu'il est possible d'apporter des informations dans le cadre d'émissions et de médias

« grand public ». Ce qui est suffisamment rare pour être souligné...

\*\*\*

Un autre journalisme est possible, pour peu qu'il s'en donne – et qu'on lui en donne – les moyens. La preuve? Il arrive que, aussi discutable et imparfait soit-il, il existe déjà.



**À proximité de la mine d'or, 110 enfants par classe...**



**Étienne Leenhardt, sur zone**



**Dans le massif des Ifoghas**

# LES JEUX DE L'ÉTÉ

## I. PRÉSENTEZ LE JOURNAL!

Saurez-vous faire preuve d'assez de discernement pour compléter les annonces ci-dessous en respectant la hiérarchie de l'information ?

### A. « Il est vingt heures, bonsoir à tous, voici les titres de l'actualité de ce samedi... »

Liste des sujets traités (16 mars 2013, France 2) :

1. Tournoi des six nations : le XV de France face à l'Écosse
2. 4 otages français enlevés au Niger depuis 400 jours
3. Bénéfices records de BMW en 2012 : une prime à ses ouvriers allemands
4. Traçabilité de la viande plus souvent demandée par des consommateurs
5. Vote historique de l'ONU contre les violences envers les femmes
6. Des entreprises recrutent des pirates informatiques
7. La fin du redoublement scolaire ?
8. Nouveau règlement de comptes à Marseille
9. Un peu plus sur les coulisses de l'élection du pape dans le conclave
10. Reportage dans un couvent lors de l'élection du pape
11. Inauguration par François Hollande du pont Chaban-Delmas à Bordeaux, plus grand pont levant d'Europe
12. Procès dit de l'École de bateau : le coupable avoue ses actes de pédophilie
13. Brigade des mineurs : la parole des enfants victimes de violences, d'agressions sexuelles
14. Titanic : authentification du violon du chef d'orchestre du bateau qui a fait naufrage il y a 101 ans



### B. « Je vous rappelle la principale information de ce mercredi... »

Liste des sujets traités (6 mars 2013, D8) :

1. La « Fashion week » à Paris
2. Une avalanche causant deux morts à Tignes
3. La mort d'Hugo Chávez, président du Venezuela
4. L'alerte aux crues dans les Hautes-Pyrénées
5. Un quatrième soldat français tué au Mali
6. La question : la concurrence énergétique bénéficie-t-elle aux particuliers ?
7. Le projet de loi de « sécurisation de l'emploi » adopté en Conseil des ministres
8. Une déclaration de Nicolas Sarkozy sur son éventuel retour en 2017
9. Les réactions élogieuses de critiques au livre « Karoo » de Steve Tesich
10. Une tempête de neige dans le Nord-Est des États-Unis
11. L'arrestation des coupables de l'agression du directeur du Bolchoï



## II. CORRIGEZ LE JOURNAL!

Parmi les informations suivantes, données sur le Venezuela au 20h de France 2 le 3 octobre 2012, à la veille des élections présidentielles, saurez-vous démêler le vrai du faux ?

1. Hugo Chávez a été « élu pour la première fois président de la République en 1994 ».
2. Henrique Capriles Radonski est le « candidat unique de l'opposition ».
3. Il y a un « unique train » pour voyageurs au Venezuela.
4. « 80 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté. »

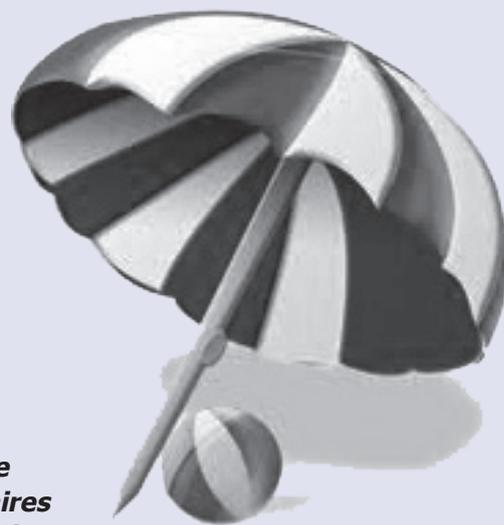
## III. CRÉEZ VOTRE DÉPÊCHE AFP!

Le président iranien Ahmadinejad s'est rendu à Caracas en janvier 2012. Saurez-vous rédiger une dépêche en tronquant le discours de Chávez afin de l'ajuster à l'image médiatique du défunt président vénézuélien ?

« Les porte-parole de l'impérialisme disent, les médias de l'impérialisme disent, et leurs laquais dans ces pays le répètent comme des perroquets, que l'Iran est au Venezuela, que Ahmadinejad est à Caracas, car en ce moment même à 2h30 de l'après-midi nous allons Ahmadinejad et moi, pratiquement depuis les sous-sols du palais présidentiel, ajuster notre tir en direction de Washington et que vont sortir de là de grands canons et des missiles, car nous allons attaquer Washington. C'est pratiquement ce qu'ils disent. Ou que la colline où sont les journalistes, juste là, va soi-disant s'ouvrir, comme ça, et qu'une grande bombe atomique va sortir. C'est pratiquement ça qu'ils disent. Cela nous fait rire mais nous met également en alerte. »

## IV. L'ÉDITO-QUIZZ

Testez votre connaissance de l'éditocratie française en retrouvant l'auteur de chacune de ces brillantes analyses.



A. « **Il n'y a qu'en France [...] que pouvait prospérer une incongruité comme celle des régimes spéciaux de retraite. Une incongruité et une injustice. Le gouvernement a promis de la réparer. Il est plus que temps.** »

- Jean-Pierre Elkabbach
- Alain Duhamel
- Franz-Olivier Giesbert
- Nicole Notat

B. « **Mélangez morphine, hallucinogènes, paresse intellectuelle et vous aurez [...] un copier-coller des bouffonneries involontaires que l'on peut lire dans Le Monde diplomatique ou dans Alternatives économiques, nos deux bibles du vaudouisme appliqué aux finances publiques.** »

- Philippe Corcuff
- Jean-Marc Sylvestre
- Laurent Joffrin
- Franz-Olivier Giesbert

C. À propos du Venezuela d'Hugo Chávez : « **C'est un potage assez bizarre avec un zeste de démocratie participative, et puis avec des images qu'on aurait pu voir effectivement dans des reportages en Corée du Nord, ou autrefois au temps de Staline.** »

- Franz-Olivier Giesbert
- Augusto Pinochet
- Alexandre Adler
- Jean-Pierre Elkabbach

D. À propos de Nathalie Artaud, candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle de 2012 : « **Je fais preuve d'objectivité, son programme c'est quand même "Les bronzés font de l'économie", je crois que c'est ça hein, on peut dire que c'est ça en gros.** »

- Nicolas Demorand
- Franz-Olivier Giesbert
- Christophe Barbier
- Christian Clavier

E. À propos du mouvement universitaire de contestation de la réforme Pécresse en 2009 : « **Un bilan catastrophique [...] Comme souvent, ce sont les enfants de bourgeois, ou de petits-bourgeois qui ont tiré les ficelles de cette pseudo-révolution avec AG permanentes.** »

- Michel Field
- Jean-Pierre Elkabbach
- Franz-Olivier Giesbert
- Daniel Cohn-Bendit

F. À propos d'Eva Joly, candidate d'Europe Écologie-Les Verts à l'élection présidentielle de 2012 : « **Mais franchement, c'est l'erreur de casting absolue, on comprend rien de ce qu'elle dit, d'ailleurs tout le monde s'en fout [des] écologistes.** »

- Nicolas Hulot
- Yves Calvi
- Nicolas Demorand
- Franz-Olivier Giesbert

G. « **Plus l'Europe l'aide, plus la Grèce lui en veut: elle mord même la main qui la nourrit. [...] Et si l'on rendait la Grèce à la Turquie?** »

- Bernard Guetta
- Angela Merkel
- Nana Mouskouri
- Franz-Olivier Giesbert

## SOLUTIONS DES JEUX

I. **Présentez le journal:** A. Réponse de France 2: 1 (Tournoi des 6 nations), 8, 9, 10, 7, 3 et 14. Le 5 (vote à l'ONU) est absent des titres du journal, qui lui consacre le temps le plus court. — B. Réponse de D8: 2 (l'avalanche à Tignes).

II. **Corrigez le journal:** Les 4 affirmations sont fausses. France 2 s'est corrigée, le 8 octobre (après les élections): implicitement d'abord, en mentionnant au détour d'une phrase que Chávez était « au pouvoir depuis 1998 » et que Capriles n'était que le « candidat unitaire de la droite »; explicitement ensuite, en précisant qu'« il était faux de dire qu'il y a une unique ligne de train pour voyageurs au Venezuela, mais bel et bien plusieurs autour des grandes villes », et que « selon l'Organisation des Nations Unies, [le taux de la population vivant sous le seuil de pauvreté] est passé de 49,04 % à l'arrivée de Chávez au pouvoir il y a 14 ans à 27,8 % l'année dernière ».

III. **Créez votre dépêche AFP:** Réponse (ayant fait l'objet, sans autre commentaire, d'une vidéo d'AFP TV): « Ahmadinejad et moi, depuis le Perron du palais présidentiel, viserons Washington avec des canons et des missiles. Parce que nous allons attaquer Washington. »

IV. **L'édito-Quizz:** Toutes les citations sont l'œuvre de Franz-Olivier Giesbert... Mais celles et ceux qui auraient hésité ont des excuses: tous les médiocrates cités auraient sans doute pu prononcer ou écrire chacune d'entre elles!

# QUEL JOURNALISTE ÊTES-VOUS?

## 1. Ce matin, grève massive dans les transports...

- Vous prenez votre plume et rédigez un brûlot contre les prises d'otage à répétition en rendant un vibrant hommage à Ingrid Betancourt. Pour vous, « *les syndicalistes de la CGT sont les nouveaux SS du rail* ».
- Vous comptabilisez les retards, le nombre de trains bloqués, et vous vous passionnez pour les récits des usagers « *en galère* ». Pour vous, ce sont « *les nouveaux Ben Hur du rail* ».
- Vous voulez enquêter auprès des grévistes, mais le directeur de la rédaction vous demande d'étudier les derniers rebondissements de l'affaire du petit Grégory.



## 2. Un tremblement de terre vient de se produire en Bolivie...

- Vous prenez votre plume et rédigez un brûlot contre les nationalisations en Bolivie. Pour vous, le tremblement de terre ne peut être que la conséquence de l'expropriation des entreprises occidentales en charge de l'exploitation des hydrocarbures. D'ailleurs, « *Evo Morales est un nazi* », écrivez-vous.
- « *La Bolivie, c'est où?* »
- Vous voulez partir en Bolivie, mais le directeur de la rédaction hésite : « *La Bolivie, c'est où?* »

## 3. Les États-Unis, avec les forces de l'OTAN, se lancent dans une guerre préventive contre l'Irak...

- Vous prenez votre plume et rédigez un texte à la gloire de cette décision « *courageuse mais juste* ». Vous saluez « *les frappes humanitaires* » et leur « *précision chirurgicale* ». Il y a peu de « *dommages collatéraux* » : seulement 12 000 morts parmi les autochtones en trois semaines. Bravo !
- Vous donnez la parole aux experts en convoquant Alexandre Adler et André Glucksmann. À l'issue de ce débat passionnant, le doute n'est plus permis : il fallait intervenir !
- Vous voulez partir en Irak pour enquêter. Votre supérieur vous promet d'en parler au général de l'OTAN en charge des relations avec la presse.



## 4. Dans son dernier meeting, Jean-Luc Mélenchon accuse François Hollande de « faire une politique de droite »...

- Vous prenez votre plume pour vous insurger contre des « *propos odieux qui rappellent les pires heures de l'histoire* ». Encore une fois, « *Mélenchon dépasse les bornes* » – ce qui n'est guère surprenant : « *C'est un nazi!* »
- Vous invitez deux membres du Parti socialiste et deux membres de l'UMP pour débattre des propos de Mélenchon. La conclusion ne fait pas de doute : Mélenchon fait le jeu du Front national.
- Vous vous intéressez au reste du discours de Jean-Luc Mélenchon, et envisagez de rendre compte de ses arguments. Votre rédacteur en chef fait la moue : « *Trop long!* »



## 5. Un rapport du FMI met en question les politiques de rigueur...

- Vous prenez votre plume et appelez le gouvernement à « *tenir le cap* », à faire preuve de « *courage, de doigté et de pédagogie* » pour imposer au peuple les « *potions amères* » de « *la réforme* ». Le « *sérieux budgétaire* » est à ce prix...
- Vous composez un plateau d'experts pour faire avancer le débat : « *Rigueur ou austérité, quel avenir pour la France?* »
- Vous proposez de confronter les points de vue de différents économistes sur les effets de la « *rigueur budgétaire* », mais votre rédacteur en chef n'est pas convaincu : « *Trop compliqué!* »



## 6. Une nouvelle grève générale en Grèce...

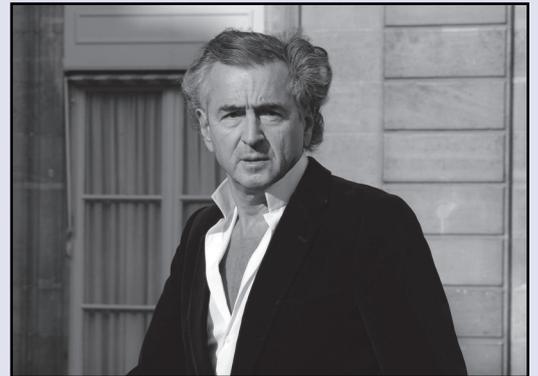
- a. Vous prenez votre plume pour fustiger ce peuple paresseux et dépensier qui met une nouvelle fois la zone euro en péril. Et de citer un philosophe grec selon lequel « *les Grecs ne sont pas du tout rationnels* » et « *ont des structures mentales atrophiées* ».
- b. Vous organisez un duplex avec Nikos Aliagas, pour qu'il confirme ce que les sondages démontrent : les Grecs sont « *résignés* » et « *condamnent les violences* ».
- c. La rédaction ne disposant pas de correspondant sur place, vous suggérez de vous rendre à Athènes pour vous enquêter de la situation, des revendications et de l'ampleur de la mobilisation. Mais votre rédacteur en chef s'agace et vous rétorque : « *Et pourquoi pas le Club Med?* »

## 7. Suite à plusieurs agressions dans le RER D...

- a. Vous prenez votre plume et dénoncez cette « *jeunesse non assimilée* » qui importe « *l'Intifada dans nos trains de banlieue* ». Pas de doute, « *le nazisme est aux portes de Paris* », écrivez-vous.
- b. Vous envoyez dix-huit caméras pour filmer les dégâts à l'intérieur du RER, vous interrogez les victimes, et vous invitez le directeur de la police et le président de la RATP qui annoncent en exclusivité, sur votre plateau, la mise en place d'un « *plan sécuRER* ».
- c. Vous proposez de vous rendre sur place et d'y rester, « *en immersion* », pour effectuer une série de reportages sur la vie quotidienne autour d'une gare RER de banlieue. À l'issue de cette conférence de rédaction, votre directeur vous annonce que vous êtes licencié.

## 8. Bernard-Henri Lévy vient de publier son nouvel essai : *Moi et le reste du monde...*

- a. Vous prenez votre plume pour saluer « *l'humanité de l'immense philosophe* », sa « *modestie* » sans équivalent, et la « *profondeur des analyses* » de celui qui est, par ailleurs, « *mon ami* ».
- b. Vous l'invitez et l'interrogez : « *Comme d'habitude, la presse vous tombe dessus, comment résistez-vous à ce torrent de haine?* » ; « *comment faites-vous pour garder toujours la même coupe de cheveux?* » ; « *vous êtes génial. Pourquoi?* »
- c. Vous vous rendez compte que le livre est truffé d'erreurs factuelles. Vous les détaillez dans un papier que vous proposez à plusieurs rédactions. Personne ne le publie. Sauf Acrimed.



## ..... RÉSULTATS



**Vous avez une majorité de « a » :** Vous n'avez rien à envier à Alain Duhamel ou à Christophe Barbier car vous êtes un vrai **éditocrate**. Faible avec les puissants, fort avec les faibles, vous êtes un bon orateur, ce qui vous garantit de multiples tribunes : vous serez encore là dans quarante ans.



**Vous avez une majorité de « b » :** Vous n'avez rien à envier à Michel Denisot ou à Marc-Olivier Fogiel car vous êtes un vrai **animateur-amuseur**. Nul en géographie (et en histoire), vous ne vous préoccupez que du futile et vous adorez BHL : vous serez encore là dans quarante ans.



**Vous avez une majorité de « c » :** Vous auriez fait un **bon journaliste**, voire même un **excellent reporter**, mais comme personne ne s'intéresse à votre travail, nous vous proposons de vous lancer dans la sculpture. Bon courage!

# LIBÉRATION, MODE D'EMPLOI: UNE PURIFICATION POLITIQUE ET ÉDITORIALE?

**Le Conseil de surveillance de *Libération* vient de renouveler sa confiance à Nicolas Demorand pourtant chahuté par la rédaction du quotidien, à la fois sur les choix d'orientation et sur les méthodes de direction. L'occasion de faire le point. Un jeu de mot lamentable, sur la « "purification" éthique » à laquelle aurait appelé Mélenchon, en suggère un autre: quelle purification journalistique est en cours à *Libération*? Et en attendant de revenir, dans un prochain article, sur sa purification économique et managériale, cette question: qu'en est-il de sa purification politique et éditoriale?**

*Libération* est un média d'opinion (ou, si l'on veut, de parti pris): c'est le droit le plus strict de sa rédaction de l'afficher. De sa rédaction ou de sa chefferie? Et de quelle opinion? Disons-le tout net: on trouve de tout dans *Libération*. Le pire côtoie le meilleur. Et tous les journalistes de *Libération* ne sont pas des adeptes de sa chefferie. Mais c'est la direction de *Libération* qui trace le périmètre des prises de position politiques du journal et choisit les « Unes », le cas échéant sensationnalistes, sur ce qui, à ses yeux, fait l'événement.

**1. Il fut un temps** où Laurent Joffrin, revenant à la tête du quotidien à la faveur de l'un de ses allers-retours entre *Libération* et *Le Nouvel Observateur*, prétendait en fixer le cap à la fois managérial et éditorial, multipliant les déclarations d'allégeance à la fois au propriétaire et à la gauche libérale. Mais, le 28 novembre 2006, il annonçait fièrement sur France Culture que *Libération* serait désormais la « maison commune de la gauche ». Toute la gauche? De quoi s'interroger, comme nous le fîmes à l'époque. Excès de suspicion de notre part?

Les mois passent et l'inquiétude gagne le grand stratège de *Libération*. C'est pourquoi, le 4 mai 2009, sous le titre prémonitoire « La résistible ascension de Nicolas Sarkozy », il expliquait « comment battre Sarkozy » et en appelait, à cette fin, à une « grande coalition de l'après-Sarkozy, rassemblée, non dans une combinaison d'appareils mais par un projet de rupture avec le libéralisme, les forces écologistes, les socialistes à l'ancienne comme Jean-Luc Mélenchon, le PS, les partisans de François Bayrou et même les gaullistes sociaux et républicains tentés par un Dominique de Villepin. » Le quotidien *Libération* allait-il devenir la « maison commune » de cette large coalition (à laquelle manquaient déjà quelques forces sur sa gauche)? Il n'en fut rien et l'on peut deviner que nombre de journalistes de *Libération* qui n'avaient pas été consultés sur la proposition stratégique du réformateur permanent de la gauche en furent soulagés.

**2. Les années passent** et *Libération* change de capitaine. Nicolas Demorand, qui gravit depuis longtemps les sentiers de la gloire accède, en mars 2011, à la direction du quotidien. Sans surprise, assumant, comme c'est parfaitement son droit, un parti pris affiché contre Nicolas Sarkozy et en faveur François Hollande (avant et après l'élection), *Libération* poursuit sa route. Mais les options politiques de ses éditorialistes rétrécissent à vue d'œil.

Le 5 mars 2013, face aux effets socialement désastreux de la crise économique, Nicolas Demorand, dans un éditorial d'anthologie sobrement titré « Compromis », fixe le cap à l'intention des « partenaires sociaux »... et de la rédaction de *Libération*:

« En attendant, dans la panade, il faut travailler à sauver le travail. Ou ce qu'il en reste. Oui, pour cela, il faudra rendre des droits chèrement acquis et des protections sociales. Oui, il faudra bâtir des compromis au sein des entreprises sans quoi celles-ci fermeront. Oui, pour le dire avec ces mots autrefois clinquants, il faudra travailler plus pour gagner autant et peut-être même moins. »

Cette orientation ne se borne pas à accompagner celle du gouvernement: elle la devance. Mais comme le libéralisme économique suinte entre les phrases, une précision s'impose: « Aucune des phrases qui précède n'est dictée par l'idéologie qui normalement les inspire ». Ni par celle qui jusqu'alors semblait inspirer les éditoriaux de *Libération*.

**3. « Volte-face »:** tel était le titre de l'éditorial que signait... Nicolas Demorand le 31 janvier 2012. Un autre éditorial d'anthologie que le blog Politeks comparait judicieusement au précédent. Il n'a pas fallu un an pour que Nicolas Demorand retourne sa veste. Voici ce que l'on pouvait lire sous le règne de Nicolas Sarkozy:

À moins de trois mois de l'élection présidentielle, les masques du paternalisme tombent. Et les euphémismes sont à nouveau de sortie: « compétitivité », « modernité ».

Comprendre: traiter le chômage par la précarisation du marché du travail. Laisser le choix au salarié entre la dégradation de ses conditions de vie et la perte de son emploi. Au passage, le faire contribuer, via la double peine de la hausse de la TVA, à des allègements de charge aux effets plus qu'incertains. Le cœur de cette vision du monde est simple: salariés et citoyens ont trop de droits pour que l'économie fonctionne correctement. Eux seuls sont, en dernière instance, responsables des déséquilibres de la balance commerciale, des points de PIB manquant à l'appel, de la croissance atone. Dans la grande volte-face de cette fin de quinquennat, en dépit des crises profondes du capitalisme, des discours vibrants sur l'État, des rutilantes commissions de Nobel d'économie sur la mesure du bien-être et le progrès social, nous voici revenus au socle idéologique de la bonne vieille droite française. Qui ose encore, en 2012, nous faire le coup de la « modernité ».

Ce qui hier encore était condamnable est devenu, avec le Parti socialiste, tristement souhaitable. Le « socle idéologique » de notre non-idéologue est en effet très friable.

4. Hors de la majorité gouvernementale, point de salut? On ne dira jamais assez que *Libération* est parfaitement en droit de le penser. Mais la purification éditoriale de son orientation exigeait-elle ce virage, de l'information à la propagande, et de la propagande au pamphlet, pris ce 6 avril 2013, avec à la Une, un titre choc et ce mot: purification.



Vient ensuite cette double page :



Une double page intérieure qui atteint presque la perfection :

**Un titre misérable.** — Un titre qui entoure de guillemets le terme de « purification » que Mélenchon n'a jamais prononcé et l'associe à « éthique » pour que résonne l'analogie avec un appel à une « purification ethnique ». Un faux-cul de *Libération*, de sortie sur Twitter, nous a certifié que « purification » était seulement le passage au substantif de l'appel à « purifier l'atmosphère politique ».

**Une fourberie photographique.** — Une photo de Mélenchon qui lui attribue la fourberie de celui qui l'a choisie.

**Un expert instrumentalisé.** — Un entretien avec Christian Salmon sur le vocabulaire de Mélenchon, dont il a dénoncé lui-même l'instrumentalisation[1].

Les frontières politiques, souvent versatiles, de *Libération* semblent donc être désormais bien gardées par sa chefferie... pour le plus grand déplaisir, sans doute, d'un grand nombre de journalistes qui travaillent pour ce quotidien et qui souhaitent que *Libération* ne se transforme pas en quotidien à scandale, en renonçant à respecter quelques règles professionnelles.

5. Le 22 février 2013, ce n'est évidemment pas par goût du scandale, mais uniquement par amour pour la littérature, que *Libération* consacra sa « Une » et près de 2 pages au livre de l'une de ses collaboratrices: Marcela Iacub. Cette contribution au tohu-bohu médiatique provoqué par le « coup médiatique » réalisé par *Le Nouvel Observateur*, (avec sa « Une »

racoleuse et la publication des « bonnes feuilles ») s'est évidemment prévalu de la qualité littéraire attribuée à l'ouvrage: Nicolas Demorand et Sylvain Bourmeau ne sont pas pour rien de vieux amis rescapés de France Culture! Cette promotion désintéressée d'un chef-d'œuvre rédigé par une collaboratrice de *Libération* a fortement déplu à la Société civile des personnels de *Libération* (SCPL) qui, le 26 février, l'a fait savoir dans un communiqué. Mais quand le pli est pris de mener grand tapage, on ne s'arrête pas brutalement.

6. Le 8 avril 2013, c'est une rumeur et son démenti sur un prétendu compte suisse de Laurent Fabius qui font la « Une ». Qu'importe si le démenti d'une rumeur, non seulement n'enraye pas sa propagation, mais peut contribuer à l'entretenir! Cette fois, ce n'est pas l'intérêt supérieur de la littérature qui a guidé le choix de cet « événement », mais le goût pour les enquêtes ethnographiques dans les coulisses de l'Élysée! En 2008, interrogé par Arrêt sur images, Nicolas Demorand fustigeait « le journalisme de rumeur » – dont il était alors la cible. En 2013, Nicolas Demorand, *big boss*, en savoure désormais les plats les plus épicés.

Et alors que la Société des personnels de *Libération* déplorait une fois de plus et sans détour « une faute », Nicolas Demorand, à bout de tergiversations, avait courageusement présenté des « excuses » qui ne s'excusaient de rien... De là à penser que le quotidien *Libération* est devenu un bateau ivre, il y a un pas que nous ne franchirons pas. Pour l'instant ? À suivre...

[1] « Mes propos [...] ont été détournés de leur sens par une mise en page grossièrement accusatrice contre Jean-Luc Mélenchon, accolés à un titre, "l'épuration éthique", qui va bien au-delà du registre des jeux de mots dont *Libération* s'est fait une spécialité pour relever du soupçon infamant, une photo sournoise et dégradante qui rappelle les procédés de la presse d'extrême droite. » [http://blogs.mediapart.fr/blog/christian-salmon/070413/abus-de-liberation]

# POUR GARANTIR LA DÉONTOLOGIE PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES

Depuis 1918, de multiples « Chartes de déontologie » se sont efforcées de fixer les principes et les règles d'exercice du journalisme: les dernières versions datent de 2011 et 2012. Depuis quelques années, plusieurs initiatives ont été prises pour que se constitue une instance de régulation de la déontologie, et plus précisément un « Conseil de la presse », suivant ainsi les exemples de plusieurs pays comme le Québec et la Suisse. « Charte » et « régulation »: ces deux questions sont revenues récemment sur le devant de l'actualité. Parlons-en...

...En soulevant d'abord quelques problèmes. Que valent de telles chartes si rien ne permet véritablement de garantir qu'elles soient respectées? Quelles sont les conditions minimales de leur application? Quelle instance de régulation, si elle peut exister, pourrait veiller à leur respect? L'instauration de règles et d'arbitrages déontologiques peuvent-ils constituer un enjeu décisif sans détourner des combats prioritaires pour une appropriation démocratique des médias? Sans faire diversion?

Laissons provisoirement de côté le contenu détaillé des déclarations d'intention consignées dans ces manifestes professionnels: quelles sont les conditions minimales qui pourraient garantir leur application et leur respect?

## I. DES CONDITIONS MINIMALES

**1. Une charte annexée** — Pour que les règles déontologiques ne soient pas de simples chiffons de papier, encore faut-il qu'elles soient opposables aux patrons des médias et donc qu'une charte commune soit intégrée à la Convention collective nationale de travail des journalistes (CCNTJ). Or le patronat des médias ne veut pas entendre parler et s'y oppose avec constance<sup>[1]</sup>. C'est assez dire l'enjeu du combat correspondant.

**2. Des aides à la presse conditionnées** — Une deuxième exigence minimale de

garantie des règles déontologiques découle de la précédente: il est indispensable que les aides publiques attribuées à la presse et les concessions consenties à l'audiovisuel privé ne le soient que dans la mesure où les médias concernés souscrivent à l'inscription d'une charte de déontologie dans la Convention collective nationale. Mais ce serait encore insuffisant...

**3. Un statut juridique des rédactions reconnu** — Pour que les journalistes puissent résister aux pressions des PDG et des directeurs de rédaction et leur opposer le respect des règles professionnelles, encore faut-il que les rédactions soient dotées d'un statut juridique qui permette aux journalistes d'intervenir collectivement sur l'orientation éditoriale du titre et les pratiques journalistiques.

**4. Un code exigeant** — Dès 2009, les syndicats de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, USJ-CFDT), dans une lettre ouverte au président de la République, consultable sur le site du SNJ-CGT, réclamaient « l'intégration d'une charte dans la Convention collective des journalistes » et manifestaient de surcroît leur refus d'un code qui « n'engagerait pas la responsabilité de tous les acteurs de la chaîne éditoriale, du plus humble des rédacteurs jusqu'au directeur de la publication, en passant par tous les stades des hiérarchies rédactionnelles » et qui chercherait « à faire porter le chapeau au seul journaliste de terrain,

*dont la tâche est déjà rendue plus que difficile par les dérives éditoriales et économiques imposées par les éditeurs, ainsi que par des conditions de travail considérablement dégradées. »*

Ces conditions minimales ne sont pas nouvelles. Elles ont été formulées depuis longtemps par les principaux syndicats de journalistes. Les trois premières figuraient dès octobre 2006 dans la Déclaration finale de la première session des « États généraux pour le pluralisme » que nous avons contribué à impulser.

Or ces conditions ne sont pas dissociables d'un projet global de transformation des médias qui garantisse leur pluralisme et leur indépendance: des médias soustraits à l'emprise des pouvoirs politique et financier. Ce qui suppose notamment et par exemple, comme nous le proposons, de substituer à l'actuel Conseil supérieur de l'audiovisuel – un organisme-croupion (qui ne « régule » que l'audiovisuel) et un organisme-fantôme (un simple cache-sexe du pouvoir politique) – un Conseil national des médias, de tous les médias, aux missions étendues et à la composition réellement démocratique; ou encore d'accorder la priorité, sinon l'exclusivité, des aides à la presse à des médias sans but lucratif, dotés du statut correspondant.

Mais à quelle instance pourrait-on confier la vigilance en la matière?

## II. UNE INSTANCE INDÉPENDANTE ?

Tout pas en avant vaut sans doute mieux que le *statu quo* actuel. Mais tant que les quatre conditions minimales mentionnées ci-dessus ne sont pas réunies, l'invocation de la déontologie restera lettre morte et tout organisme public destiné à veiller au respect de quelques normes professionnelles ne pourrait que faire diversion.

Supposons que les conditions minimales soient remplies : à quelle instance pourrait-on s'en remettre pour se prononcer sur les transgressions des règles professionnelles et quel pourrait être son rôle ? Le débat est ouvert, publiquement et au sein d'Acrimed. Une telle instance ne peut être la Commission de la carte (dont le rôle est nettement circonscrit), ni le Conseil supérieur de l'audiovisuel (qui comme le souligne le SNJ n'est pas et ne doit pas être une instance de déontologie des journalistes), ni le Conseil national des médias que nous appelons de nos vœux. C'est pourquoi, depuis quelques années, plusieurs initiatives ont été prises par des associations, et notamment par l'Association de préfiguration d'un conseil de presse en France (APCP), pour que se constitue un « Conseil de la presse », suivant ainsi les exemples de plusieurs pays comme le Québec et la Suisse. Mais surtout le SNJ, lors de son congrès de Villeurbanne le 5 octobre 2012, a adopté un appel à la création d'une instance déontologique.

Il semble acquis que, chargé de rendre publics les manquements les plus graves, un tel « Conseil de la presse » ou une telle instance ne serait pas doté d'un pouvoir de sanction, l'assimilant à un Conseil de l'Ordre des journalistes. Fort bien. Mais la version que propose le « document de travail » de l'APCP intitulé « Le projet – amendable – de conseil de presse » ressemble fort à une usine à gaz. L'appel du SNJ est nettement plus sobre et

plus ouvert. Quelques questions méritent cependant d'être soulevées :

- Un conseil ou une instance ouvert aux représentants des entreprises de presse ? Ne serait-ce pas en mutiler d'emblée le rôle, tant il est vrai que nombre de transgressions s'expliquent par les effets des logiques commerciales qui prévalent dans la plupart des médias ?
- Un conseil ou une instance ouverte à des représentants des usagers ? Mais selon quelles modalités et quelle représentativité ?
- Mais surtout : de quelle indépendance pourrait se prévaloir une instance constituée sans que soient remplies les conditions minimales que nous avons énoncées ? Le SNJ, à cet égard, est très clair sur la plupart d'entre elles.
- Et de quelle portée pourraient être des alertes adossées à des règles de déontologie qui, par définition, ne se prononcent pas sur les conditions d'exercice du pluralisme, sur les conditions de l'indépendance des médias et des journalistes, sur les conditions de formation, d'emploi et de travail des journalistes, sur les formes de l'appropriation de ces mêmes médias ?

Tout ne se résume pas, loin s'en faut, au respect de la déontologie. Ne pas opposer une fin de non-recevoir aux initiatives qui préconisent la création d'une instance de médiation entre les journalistes et les publics n'oblige pas à être dupes. Médiation, oui ! Édredon, non !

[1] Comme on a pu le vérifier à l'occasion des États généraux de la presse, impulsés sous le règne de Nicolas Sarkozy. Pour le SNJ, non seulement le projet proposé par la commission Frappat (du nom de celui qui fut chargé de la présider, dans le cadre des États généraux de la presse de 2008) était très insuffisant, mais il fut évident que « les patrons de presse n'ont que faire de la déontologie ». Et le SNJ-CGT constatait lui aussi que la commission Frappat avait bénéficié (si l'on ose dire...) d'un « enterrement de première classe ».

## DES CHARTES

Les chartes de déontologie sont nombreuses. Certaines d'entre elles sont reproduites sur notre site, ou sur Journalisme.com, le site des Assises internationales du journalisme, qui en propose une liste plus complète :

- > La *Charte d'éthique professionnelle des journalistes* du SNJ, de 1918.
- > La *Déclaration de principe sur la conduite des journalistes* de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) de 1954, révisée en 1986.
- > La *Déclaration des devoirs et des droits des journalistes* élaborée en 1971 à Munich par un collège professionnel syndical européen.
- > La *Charte d'éthique professionnelle des journalistes* (nouvelle version), adoptée en mars 2011 par le SNJ.
- > La *Charte qualité de l'information*, rédigée en 2008 par un collège professionnel à l'initiative des Assises internationales du journalisme.
- > Le *Projet de code de déontologie pour les journalistes*, consultable sur le site de *La Croix*, proposé en octobre 2009 par un comité des sages réuni à la suite des États généraux de la presse écrite (automne 2008) autour de Bruno Frappat.
- > Le « Travail de synthèse à partir de cinq codes déontologiques faisant référence en France (juin 2012) » proposé par l'APCP, parmi les « documents de travail » qui figurent sur le blog de l'association.

# FORMATION ET DÉFORMATION DES JOURNALISTES

**Jeudi 25 avril 2013 se tenait à la Bourse du travail à Paris un « Jeudi d'Acrimed » consacré à la formation des journalistes. Y participaient Franz Durupt, journaliste, ancien élève de l'ESJ de Lille, et Jean Stern, directeur pédagogique de l'EMI-CFD[1]. Avec son concours, nous résumons ici les principaux points de son intervention.**

## PAUVRETÉ DES FORMATIONS, APPAUVRISSMENT DU JOURNALISME

J'ai récemment vu deux amis qui ont fait le Centre de formation des journalistes de Paris (CFJ) avec moi il y a 35 ans, et je leur ai demandé quels souvenirs ils gardaient de l'école; les deux m'ont fait la même réponse, assez stupéfiante: « nous n'avons rien appris ». Puis en creusant, nous nous sommes souvenus de nos cours de culture générale, de droit, d'histoire, d'histoire économique. Eh bien tous ces cours que nous trouvions sensationnels et dont on se souvient trente-cinq ans après, on n'arrêtrait pas de nous dire à l'époque qu'ils ne servaient à rien, qu'on les faisait uniquement pour avoir nos équivalences universitaires. Et les choses sont sans doute encore pires aujourd'hui...

En revanche, il y a trente-cinq ans, on commençait déjà à nous inculquer la pratique de ce qui à mon avis a pollué à la fois les médias et donc la formation des journalistes: le micro-trottoir. C'est BFM, c'est *Le Parisien*, c'est la presse quotidienne régionale, mais ce sont tous les médias aujourd'hui pour lesquels le micro-trottoir est devenu un principe et un format de base de la fabrication de l'information.

Tu dois être capable d'interviewer cinq personnes sur le trottoir pour leur demander quel sandwich ils ont mangé à midi ou ce qu'ils pensent de la réforme des retraites, et on considérera que tu as fait ton travail de journaliste si les cinq personnes t'ont répondu en 15 secondes ou que leur propos tient dans les 300 signes nécessaires et suffisants pour dire quel sandwich ils ont mangé à midi ou ce qu'ils pensent de la réforme des retraites. Cette pratique du micro-trottoir est LA pratique fondamentale, puisque c'est une pratique partagée entre les médias de presse écrite – les médias nationaux, la presse quotidienne régionale (PQR) et locale – et les médias audiovisuels – la radio comme la télévision. Si tu sais faire un micro-trottoir, tu es journaliste.

Autre anecdote qui illustre bien l'appauvrissement du métier et de l'information. Il y a cinq-six ans, une amie qui avait connu quelques années de galère comme pas mal de gens de ma génération dans ce métier, s'est retrouvée engagée par un site d'information en continu. Chaque midi elle partait déjeuner

pendant une heure. Quand on va déjeuner, on essaye de voir des copains d'autres rédactions, des confrères, des sources, bref de faire autre chose que de manger un sandwich devant l'écran. Au bout d'un moment elle était prise pour une dingue!

C'est peut-être un problème de génération, mais moi je considère que les meilleurs journaux, les meilleures discussions sur l'avenir de la presse se font au bistrot! Quand j'étais à *Libé* dans les années 1980 ou au *Matin* dans les années 1970, nous allions au bistrot, mais tout le monde y allait: les rédacteurs, les secrétaires de rédaction, etc. Et souvent on faisait le journal au bistrot en réalité. C'est au bistrot que nous étions en train de nous dire: « Ah oui la page 3 c'est vraiment de la merde, ton papier est nul, ce truc on le refait. » C'était ce que Fabrice Jouhaud, ex-directeur pédagogique du CFJ et actuel directeur de la rédaction de *L'Équipe* a baptisé le « bistrot créatif », concept que nous avons toujours pratiqué.

Aujourd'hui le bistrot créatif est conçu comme une valeur négative. Je le dis tous les jours à mes élèves: « Allez au bistrot! Prenez le temps de redécouvrir le bistrot. Arrêtez de vous mettre la pression, ce n'est pas parce que tu n'auras pas fait ton tweet à 16h02 qu'il sera mauvais à 16h04. » Je ne dis pas qu'il ne faut pas faire de tweets, je pense que cela fait partie de l'information aujourd'hui, mais arrêtons de croire que le journalisme nous oblige à être vissé à un clavier, parce que c'est comme cela en réalité que l'on fait du low-cost. C'est quand on commence à pratiquer le bistrot, quand on commence à descendre sur le terrain, à aller voir les choses, que l'on fait du meilleur journalisme.

## DES ÉCOLES EN SYMBIOSE AVEC LES GRANDS MÉDIAS

Pour autant, le journalisme low-cost a sans doute encore de beaux jours devant lui. On devrait réfléchir à ce qui s'est passé aux États-Unis dans l'aérien. Les compagnies low-cost ont détruit les compagnies « high-cost » si j'ose dire; dans l'audiovisuel, c'est exactement ce qui va se passer dans les années qui viennent. En dehors de l'audiovisuel public, le grand audiovisuel privé – Europe 1, TF1, etc. – va être d'une certaine manière liquidé par le low-cost, parce qu'eux savent et ont vocation à faire des micros-trottoirs toute la journée.

Et de fait, le journalisme, disons « bas de gamme », est devenu le principe commun qui traverse l'ensemble des écoles du secteur, que ce soient les vieilles maisons historiques comme l'ESJ de Lille ou le CFJ, que ce soient les IUT comme Tours, Cannes ou Bordeaux, ou que ce soient les nouveaux entrants sur le marché – je dis « les nouveaux entrants du marché » à dessein, puisque pour eux c'est un marché – comme Sciences Po Paris et depuis quelque temps Sciences Po Lille, qui joue un rôle dans l'évolution actuelle de l'ESJ.

Il est aussi important de savoir que tout le système repose sur le paritarisme: il y a en France 13 écoles de journalisme reconnues par la profession et agréées de manière conjointe par les patrons, les syndicats et les représentants de ces écoles... Évidemment, quand TF1, par exemple, donne sa taxe d'apprentissage au CFJ, ils vont leur dire: « Je te donne ma taxe d'apprentissage mais tes gars devront savoir faire des micro-trottoirs, sinon cela ne va pas; si tu leur apprends à faire un reportage documentaire en Ouzbékistan, cela ne m'intéresse pas » – surtout en Ouzbékistan où Bouygues a beaucoup d'intérêts...

Autre évolution importante dans les formations de journalistes: autrefois les enseignants étaient dédiés aux écoles; puis on a considéré qu'avoir des professeurs salariés entretenait un certain conservatisme, une méthode pédagogique un peu figée. On a donc décidé de prendre plutôt des professionnels de la profession qui vont apporter leur expérience. Mais ce qui pouvait paraître formidable sur le principe s'est avéré en pratique assez désastreux parce qu'au fond, ce sont eux qui ont contribué au conformisme général qui s'est introduit dans les formations médias.

### MORT DES GRANDS MÉDIAS ET RENAISSANCE DU JOURNALISME

Dans le paysage actuel, l'affaiblissement progressif des grands médias dominants est évidemment



une bonne nouvelle! On ne voit pas assez que le paysage français des médias est en train de se bouleverser totalement, que le modèle dominant de l'information qui était, dans les régions, le quotidien régional dominé par les intérêts divers et variés au premier rang desquels il faut mettre selon les régions le Crédit agricole ou le Crédit mutuel, ou telle grande entreprise, est en train de disparaître. Le modèle de la presse quotidienne nationale, qui était l'autre modèle dominant, est en train de disparaître également: aujourd'hui les ventes réelles de l'ensemble des quotidiens nationaux dits de qualité représentent moins de 700000 exemplaires par jour si j'enlève ceux donnés aux facs ou vendus en « gros » à Air France, etc.

Parallèlement, il y a énormément de médias qui s'inventent, sur le Web évidemment, mais aussi en presse écrite: on a inventé des magazines, des revues, des bulletins, des petits médias, des médias de ville, des magazines locaux, des magazines régionaux, partout en France... Aujourd'hui vous avez des « pure players », des sites Internet qui se lancent dans pas mal de villes françaises, et qui ont décidé de dire adieu à la publicité. Pas parce que c'est mieux *a priori*, mais parce que lorsque tu as de la publicité du théâtre Machin, si tu dis que la pièce est mauvaise, tu perds la publicité et une partie de tes revenus, et c'est la même chose avec la Mairie si tu dis que la politique du maire est nulle!

D'ailleurs, c'est intéressant de voir que parmi les jeunes de quartiers défavorisés qu'on a formés, pendant trois ans, aux métiers de l'information dans le cadre du programme Reporter citoyen que nous avons initié avec latelelibre.fr, très peu ont envie de bosser dans les grands médias. Sur la vingtaine de jeunes qu'on a formés, il y en a un au Monde Académie en ce moment, un qui est entré à France 2, mais la plupart sont en train d'essayer de développer des médias associatifs, des médias alternatifs, du reportage vidéo qu'ils essayent de vendre... Bref ils essayent de construire des nouveaux modèles.

## FORMER AUTREMENT

Lorsqu'on évoque la formation, je considère que parler uniquement du journalisme est trompeur : aujourd'hui la chaîne de production de l'information voit intervenir des journalistes, des rédacteurs, des photographes, des vidéastes, des secrétaires de rédaction, des graphistes, des maquettistes, des correcteurs, bref il y a un certain nombre de gens qui participent à cette élaboration collective des journaux, des médias, des sites, etc. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de nous appeler l'École des métiers de l'information (EMI).

Depuis mon arrivée en 2006, on a créé des formations au secrétariat de rédaction pour le multimédia. Au début j'ai entendu : « *Mais il est dingue, on ne va pas s'emmerder avec des correcteurs et des secrétaires de rédaction sur le Web, Et pourquoi pas des photographes, alors que l'AFP vend des photos par paquets à moins de dix centimes pièce?* » Et, de fait, aujourd'hui dans la plupart des sites Internet il y a des secrétaires de rédaction, parce qu'il faut bien des gens pour relire les papiers, pour les corriger, pour les mettre en forme, pour insérer des vidéos, pour vérifier les liens...

Pour ce qui est du journalisme, on essaie de revenir à ce qui est fondamental. C'est d'abord écrire au sens large, et avoir un langage. Deuxièmement c'est trouver les sujets. Les sujets, c'est l'angle. Là encore, le conformisme des médias est tel que le travail sur l'angle est quelque chose qui est délaissé. « *Fais-moi un truc sur le pape François.* » « *Le pape François? Ah oui, c'est le pape des pauvres.* » Ainsi *Le Parisien* fait le pape des pauvres, *Le Figaro* fait le pape des pauvres, *Le Monde* et *Libération* aussi...

Si je vous soumetts, à l'aveugle, certains papiers du *Figaro*, du *Monde* et de *Libé*, notamment les papiers dits « style de vie » ou ceux des suppléments dits « magazines », vous ne les différenciez pas. Je m'amuse des fois à le faire avec mes élèves, je vous assure que ce sont des poilades ! Les trois-quarts se trompent et je me tromperais aussi si je faisais le test. Moi qui ai appartenu à *Libération* il y a 20 ans, je vous assure qu'à l'époque un papier de *Libé* où l'on se foutait allègrement de la gueule du pape n'avait rien à voir avec celui du *Figaro*... C'étaient deux mondes différents. Aujourd'hui ils ont tout à voir. Donc je leur apprends l'idée de travailler sur les angles, d'être précis sur l'écriture, de travailler sur les mots, sur le style, etc.

On fait aussi travailler nos étudiants sur les outils. Comme je crois qu'il faut détruire les médias et le paysage audiovisuel globalement, et qu'il faut construire de nouveaux médias,

c'est mieux si je sais filmer, si je sais écrire, si je sais monter un son, bref si je sais utiliser l'ensemble des outils pratiques qui sont mis à ma disposition, c'est aussi la condition de l'autonomie. Pour autant, cette polyvalence ne doit pas signifier, à rebours de l'idée de journaliste « couteau suisse » en vogue ces dernières années, qu'une pige comprendra désormais pour le même tarif, un article papier, un article Web, un son et un reportage vidéo !

Le troisième truc incontournable, c'est la distance et l'esprit critique. J'ai grandi dans un monde où il ne fallait pas prendre les vérités des médias, et encore moins les vérités des puissants, pour argent comptant. Aujourd'hui non seulement les réalités des médias sont prises pour argent comptant, mais il n'y a pas d'autre possibilité. Tu ne peux pas être contre la réforme des retraites, ce n'est juste pas possible : « *Tu es fou? Tu es gauchiste? Ou alors tu es les deux. Tu as un problème en tout cas.* » Tu ne peux pas être journaliste et être contre la réforme des retraites.

Cette question de la distance et de l'esprit critique, c'est tout simplement le travail de terrain, c'est-à-dire aller voir chez UBS, chez Renault, partout... J'ai un souvenir très précis à ce sujet : je suis entré en crise à *La Tribune* à partir de 1999, pour des raisons liées à LVMH mais aussi suite à un truc qui m'avait énormément choqué. Il y avait une grève des vendeuses aux Galeries Lafayette. *La Tribune* était place de la Bourse, à trois stations de métro des Galeries Lafayette. Et bien la fille qui suivait la grande distribution a dit : « *Ce n'est pas intéressant d'aller là-bas.* » Évidemment elle a pris la dépêche AFP qu'elle a bâtonnée, c'était plus rapide, cela arrangeait tout le monde, et ce ne sont évidemment pas les patrons du service entreprises qui lui ont dit : « *Ma fille tu vas aux Galeries Lafayette et tu ne discutes pas.* » Pour moi cette fille était foutue pour le journalisme.

Enfin, dernière chose très importante pour moi à inculquer aux futurs journalistes, c'est ce que j'appelle la collaboration, la conception et l'élaboration collective. Je vous l'ai résumé dans le « bistrot créatif », mais c'est vrai : pour moi il n'y a pas de bon journalisme s'il n'y a pas d'échanges, et le journalisme doit être une chaîne de débats, de points de vue, pour trouver le bon angle, le bon mode de traitement, la bonne manière de faire, etc.

Évidemment, pour diffuser tout cela il faut inventer des nouveaux modèles. On travaille en ce moment avec quelques collègues à l'école et quelques journalistes de différents horizons, sur un nouveau projet d'école totalement gratuite, en ligne, avec du e-learning, avec des enquêtes au long cours, avec la volonté de leur faire vraiment d'abord apprendre de la pratique, de la méthode et donner un sens au travail. Cette formation-là est dans la droite ligne du programme Reporter citoyen.

[1] L'École supérieure de journalisme de Lille est l'une des écoles les plus anciennes et les plus cotées du secteur. L'École des métiers de l'information, sise à Paris, a quant à elle la particularité d'être une Société coopérative et participative (SCOP); elle intervient essentiellement dans le domaine de la formation continue.

# LA BEAUFITUDE SEXISTE D'UN JOURNALISTE-CONSULTANT DE FOOTBALL

À l'approche de la Journée internationale des droits des femmes (une célébration qui, réservée à un seul jour, est tout sauf indiscutable), les sujets sur les inégalités entre les hommes et les femmes se multiplient dans les médias, y compris dans les rubriques sportives. Le samedi 2 mars 2013, sur France 2, par exemple, l'émission *Stade 2* (désormais présentée par une femme, Céline Géraud) accordait, de façon très honorable, une large séquence à la place des femmes dans le sport et dans sa médiatisation. *L'Équipe*, pendant plusieurs jours, lui a consacré un « Grand format ». Titre de celui du 6 mars 2013? « A-t-on besoin de l'égalité homme-femme dans le sport? » Un titre racoleur, niais ou stupide (au choix): qui est ce « on » et qui nous dira ce que signifie l'interrogation sur le « besoin d'égalité »?

Pour répondre à cette question, deux pages de déclarations de personnalités diverses (sportif, dirigeant de club, ministre, etc.) Et parmi elles, un « journaliste-consultant de football » (ancien journaliste à *L'Équipe*): Pierre Ménès. Le comble de l'intelligence en action et du journalisme éclairé.

Titre choisi par *L'Équipe*:

« Pour voir une gonzesse dunker, faut se lever de bonne heure... »  
PIERRE MÉNÈS, journaliste-consultant football sur Canal +, défend le sport au féminin mais balaye la notion d'égalité.

Confondant allègrement égalité des performances sportives, égalité de participation à l'activité sportive, et égalité de la médiatisation des compétitions, Pierre Ménès a remporté haut la main le grand prix de la beaufitude sexiste (à égalité avec Vincent Moscato, comme nous l'avions signalé dans *Médiacritique(s)* n° 2 et son dossier spécial « sexisme médiatique »).

Le début peut à la rigueur passer pour anodin... Encore que ce soit une vision du sport bien étroite et mercantile qui sous-tend le propos de Pierre Ménès. Certes, les femmes n'atteignent pas, dans la plupart des sports, le niveau de performance athlétique des hommes, mais le rappeler avec force comparaisons n'est que la manifestation triviale d'un machisme mal assuré.

Et surtout, l'inégalité des performances ne justifie en rien les inégalités dans la pratique des sports (dont Ménès ne parle pas) et l'inégale médiatisation des compétitions

sportives, selon qu'elles sont masculines ou féminines. Tant il est vrai que la qualité d'un spectacle sportif (étant entendu que faire du sport un spectacle est problématique, surtout quand il est mercantile) repose bien entendu sur autre chose que de simples exploits physiques (avec « supériorité masculine » garantie), mais sur la dramaturgie inhérente au sport de compétition (que l'on a par ailleurs le droit de critiquer, voire de détester). Et de ce point de vue, les compétitions féminines n'ont rien à envier à celles des hommes et pourraient, voire devraient bénéficier d'une médiatisation équivalente.

« L'ÉGALITÉ homme-femme dans le sport, ça n'a aucun sens ! Parce que chercher l'égalité, c'est inévitablement chercher à faire des comparaisons et on ne peut pas comparer. On ne peut pas comparer Serena Williams à Novak Djokovic, on ne peut pas comparer Louisa Nécib (*milieu de terrain de l'OL*) à Cristiano Ronaldo. En termes athlétique déjà, en termes de taille, de vitesse, de puissance. Vouloir la parité revient à dire: "Vas-y Serena, joue contre Djokovic !" Alors que ça n'a pas de sens, c'est débile. Au final, cela ne peut que dévaloriser les femmes.

Après avoir proclamé qu'« il faut apprécier le sport féminin » (notamment le tennis), puis déclaré que le

foot féminin, qui, dit-il, s'il « *n'était pas risible, mais presque* », il y a 25 ans, « *a fait des progrès* » depuis, Pierre Ménès se lâche :

T'avais des grosses dondons qui étaient certainement trop moches pour aller en boîte le samedi soir. Aujourd'hui, ça n'a absolument rien à voir : elles ont progressé tactiquement, physiquement, au niveau du volume de jeu et en plus maintenant ce sont des filles ! Mais... par rapport à une équipe masculine, ça vaut que dalle ! Ça se fait détruire par une équipe juniors ! Parce que, même si elles ont une technique plus léchée, un fonds de jeu meilleur, à un moment donné le physique fait aussi la différence... C'est comme le basket féminin, je veux bien que ce soit attractif mais pour voir une gonzesse dunker, faut se lever de bonne heure...

Avec cette saillie, « *T'avais des grosses dondons qui étaient certainement trop moches pour aller en boîte le samedi soir* », on atteint un sommet de misogynie et de caricature rarement vu. Heureusement que le chapeau de cet article rappelle que Pierre Ménès « *défend le sport féminin* »... sinon on n'aurait pas compris.

Et puisque les joueuses ne savent pas « *dunker* » (marquer un panier au basket en sautant pour projeter le ballon dans l'arceau, à une ou deux mains), l'inégalité des performances clôt le débat sur l'égalité dans la pratique du sport et dans sa médiatisation !

Après un paragraphe de philosophie du sport et quelques contorsions, retour à la case sexisme lourd.

Le foot, c'est quand même un sport de mecs. Dans le tennis, je pense qu'il y a une vraie égalité. Ce n'est pas une question de sexe mais une question générationnelle. Si Maria Sharapova avait un palmarès à la hauteur de son physique de bombe atomique, les gens s'entreueraient encore plus pour la voir. Moi, je crois que les gens sont prêts à payer pour voir du sport féminin à la télévision à partir du moment où c'est du spectacle. Si c'est pour voir jouer "Glougloutova" contre "Dondonovski", non ils ne sont pas prêts à payer ! Ils sont comme tout le monde, ça ne les intéresse pas. »

Où l'on apprend que, tout compte fait, le foot est un « *sport de mecs* » et que la championne de tennis Maria Sharapova n'a pas un palmarès à la hauteur de son physique. Sur le physique, laissons à Pierre Ménès ses commentaires, même si la championne a gagné tous les tournois du Grand Chelem [1]. Le pire suit immédiatement : vu qu'elle est une « *bombe atomique* », les gens « *s'entreueraient encore plus pour la voir* ». Autrement

dit : « *Sois belle – selon les critères esthétique-érotiques de Pierre Ménès – ou disparaïs du spectacle marchand du sport.* »

Et pour faire bonne mesure, après le sexisme tristement ordinaire, une touche de xénophobie, car « *si c'est pour voir jouer "Glougloutova" contre "Dondonovski" [2]* »... Les dondons qui répugnent tant à Pierre Ménès sont de retour, mais étrangères.

Après ces commentaires dignes de certains piliers de bistrot, mais certainement pas du journalisme, Pierre Ménès paie sa tournée à tous les machos.

[1] Les quatre tournois majeurs du circuit international.

[2] Nombre des meilleures joueuses mondiales de tennis sont originaires d'ex-pays de l'Union soviétique... Ce qui explique cette subtile parodie de patronymes à consonance slave.



# LE JOURNALISME DE FOOTBALL VU PAR UN FRANC-TIREUR

**Co-fondateur et rédacteur en chef des *Cahiers du football*, une publication en ligne qui offre un traitement de l'actualité footballistique alternatif à celui des médias sportifs dominants, Jérôme Latta nous a accordé cet entretien où il livre son diagnostic sur une forme de journalisme devenue partie prenante d'un sport que la (sur)médiatisation a contribué à transformer en spectacle, et qui s'applique à le promouvoir comme un produit marchand. Il montre aussi qu'un autre journalisme de football est possible, que *Les Cahiers du football* (et d'autres) tentent de faire vivre malgré les difficultés pour trouver un modèle économique qui pérenniserait sa spécificité éditoriale.**

## **Peux-tu nous présenter *Les Cahiers du football* et son projet éditorial ?**

Nous avons lancé le site fin 1997, avec deux amis. À l'époque, *L'Équipe* et, dans une moindre mesure, *France Football* régnaient sur la presse spécialisée, la presse d'information générale ne s'intéressait pas vraiment au football. Le traitement de ce sport était très pauvre, dépourvu d'esprit critique et de sens de l'humour, de toute contradiction, et en négligeait les aspects économiques, politiques, médiatiques ou sociaux. Avec l'apparition d'Internet, nous avons eu la possibilité, avec peu de moyens, de convertir notre frustration de lecteurs. Il s'agissait aussi de défendre une idée du football qui était déjà menacée, son côté joyeux, sa culture si facile à partager, ses racines populaires. Le parti pris d'une « critique des médias » est présent depuis le début, tout en essayant de montrer qu'un autre journalisme est possible. Le projet est resté le même aujourd'hui.

## **Comment avez-vous réussi à durer ?**

En frôlant la disparition à plusieurs reprises. En 2002, nous avons annoncé la fin de l'aventure, avant que les réactions des lecteurs ne nous incitent à nous remettre en selle – en particulier avec le projet d'une édition papier. L'équipe rédactionnelle s'est étoffée et nous avons publié en kiosques 43 numéros d'un mensuel au format tabloïd. En novembre 2009, nous avons annoncé la cessation des parutions, faute de moyens humains suffisants et en raison d'une série de déboires. Nous nous sommes alors repliés sur notre terroir d'origine, le Net.

## **On pourrait trouver quelques similitudes entre *Les Cahiers du football* et *Le Canard enchaîné*. Alors pourquoi ne publiez-vous pas d'enquêtes, comme le palmipède ?**

C'est parce que nous ne sommes pas du tout *Le Canard Enchaîné* du ballon rond. Au moment de la création, c'est

plus *Charlie Hebdo* qui faisait partie de nos références. Être à la fois « satiriques et critiques » a toujours constitué le mot d'ordre, avec à la fois de l'humour et une prise de recul, et une dose de militantisme, mais pas les moyens de mener des investigations. Notre vocation est plus d'exploiter les informations que de les « sortir » : aujourd'hui, tout le monde a accès à des sources très riches.

## ***Les chaînes de télévision, investissant des sommes très importantes dans les droits de retransmission, sont indirectement devenues les coproductrices des compétitions qu'elles diffusent. Le commentaire journalistique peut-il dans ces conditions être autre chose qu'une promotion aveugle d'un spectacle ?***

Il le pourrait au prix d'un peu de courage éditorial et de simple déontologie journalistique, mais ce n'est évidemment pas le cas : les médias spécialisés, dans leur écrasante majorité, ont pour mission de vendre le spectacle. Impossible d'être à la fois le commercial et l'observateur impartial d'une industrie. Chez les diffuseurs, on assiste même à l'abolition du métier de journaliste en même temps qu'à celle de toute distance envers le produit. Des pans entiers de l'actualité du football sont totalement occultés sur Canal+, TF1 ou beIN Sport. Le fait que les médias d'information générale aient très peu valorisé le journalisme de sport, contrairement au Royaume-Uni, où les quotidiens ont depuis longtemps des rubriques de très grande qualité, n'a pas contribué au développement d'une vision plus distanciée et plus réflexive.

## ***Pourquoi les médias sportifs publient-ils peu d'enquêtes, de manière générale ?***

Pour les mêmes raisons. Les diffuseurs l'excluent, les radios et la presse écrite y rechignent parce qu'il ne faut pas dénigrer le produit ou altérer son image. D'autant qu'il n'y a aucune culture de l'enquête et de l'investigation au sein

du journalisme « sportif » : ce sont les autres services ou les autres médias qui doivent s'en charger. Sporadiquement, il peut y avoir une enquête spectaculaire, comme récemment celle de *France Football* sur le « Qatargate », mais elles ne procèdent pas d'une démarche constante de lutte contre ce qui menace le sport professionnel. Par voie de conséquence, le sport professionnel est très mal protégé contre ses dérives.

### ***Dans quelle mesure les chaînes pèsent-elles sur le déroulement des compétitions elles-mêmes ?***

Elles apportent la part la plus importante des ressources des clubs, alors les organisateurs doivent satisfaire une partie de leurs exigences, que ce soit spontanément ou en subissant le lobbying des diffuseurs. La Ligue des champions, dont le poids économique est considérable, est un produit très télévisuel : un feuilleton à épisodes multiples, beaucoup de matches, d'affiches entre les meilleurs clubs européens alignant les meilleurs joueurs. Cette influence a favorisé le développement d'un football très starifié et l'établissement d'une élite économique de clubs qui truste le sommet de la hiérarchie sportive, afin d'exacerber le spectacle. Souvent au détriment du sport, à force de surmédiatisation et de banalisation. La demande des télévisions a aussi contribué à faire grossir les compétitions et à produire un calendrier extrêmement chargé.

### ***Mais ce poids de la télévision a-t-il eu un effet sur le jeu lui-même ?***

Indirectement : les télévisions ont enrichi les clubs les plus riches au travers de la redistribution des droits de diffusion, et ainsi contribué la concentration des meilleurs joueurs dans un petit nombre de clubs. La nécessité du spectacle a aussi encouragé la performance individuelle, le culte du geste et des superstars. Mais l'effet sur le jeu est diffus, il est plus perceptible à la marge, dans le comportement des joueurs par exemple, qui jouent littéralement avec les caméras hors des phases de jeu. C'est surtout sur la représentation du football que les télévisions ont un rôle déterminant, au travers de la mise en scène des matches – dont



les effets sont souvent désastreux, avec une surenchère technologique, sans la moindre réflexion, qui finit par escamoter le jeu lui-même.

### ***Dans leur activité ordinaire, quelles relations entretiennent les journalistes spécialisés avec les footballeurs ?***

D'un côté, il y a une tradition de connivence : historiquement, elle procédait de la proximité entre des journalistes autrefois peu nombreux et des joueurs pas encore starifiés. Aujourd'hui, cette tradition peut prendre la forme de relations personnelles plus ou moins intéressées, avec des deals implicites : tu me donnes des infos et je t'épargne ou te traite bien (au travers, pour ne prendre que cet exemple toutefois majeur, des « notes » qu'attribuent les uns aux autres le lendemain des matches). De façon plus banale, il s'agit de garder l'accès à « l'information », et le carnet d'adresses est un précieux capital personnel. D'un autre côté, il y a une hostilité réciproque croissante, qui a résulté d'une attention médiatique décuplée, pas toujours bienveillante, et de la distance toujours plus grande entre les journalistes et les footballeurs, dont la communication est de plus en plus encadrée, limitée et formatée – et en outre sous-traitée aux clubs, aux agents et aux sponsors, qui l'organisent étroitement. Il y a de la frustration chez les uns et de la rancœur chez les autres, un mépris mutuel.

### ***Il y a eu une dégradation ?***

Ces dernières années, la tension a fait éclater des altercations violentes verbalement et parfois physiquement : entre Nasri et un journaliste de l'AFP à l'Euro 2012, les insultes ayant volé, ou entre Cyrille Jeunechamp et un journaliste de *L'Équipe* à Montpellier (le premier ayant frappé l'autre). Mais

en filigrane, la consigne est de ne pas se fâcher avec les footballeurs, afin de continuer à décrocher des interviews, ou simplement à les voir venir en zone mixte les fournir en déclarations. Il y a une très forte dépendance des médias spécialisés aux propos de joueurs ou d'entraîneurs, qui remplissent une grande partie des contenus – aussi creux et prévisibles soient-ils, la plupart du temps.

### ***Et avec les entraîneurs ou les dirigeants ?***

La relation avec les entraîneurs est également compliquée : ils sont un maillon faible, le plus susceptible de sauter quand une équipe va mal. Aussi longtemps qu'un entraîneur est couronné de succès, il est loué sans réserve, mais si la fortune se détourne, il fait une cible visée sans mémoire ni miséricorde. Même s'ils le nient avec une étonnante conviction, les journalistes vont très significativement alimenter le processus qui mènera à l'éviction d'un coach, créant au passage un événement d'actualité majeure, au terme de ce feuilleton. Avec les dirigeants, les conflits sont parfois plus ouverts. Un président comme celui de l'OL, Jean-Michel Aulas, a connu une brouille prolongée avec *L'Équipe*, qui n'était pourtant pas d'une grande virulence. Mais c'est le même monde : la plupart des intérêts sont partagés en dehors des périodes de renégociation des droits télé.

### ***Plus spécifiquement, peux-tu nous donner ton point de vue sur le cas de L'Équipe, son traitement des grands événements footballistiques et sa position de monopole ?***

Même si le groupe Amaury l'a plusieurs fois défendu de façon peu loyale, le monopole de *L'Équipe* peut difficilement être reproché au journal et à ses journalistes. Et rien ne dit que la concurrence aurait amené

de la qualité ou de la diversité. Les expériences récentes ont plutôt indiqué l'inverse, avec le modèle de quotidiens sportifs low-costs tenté par *Aujourd'hui Sport*, *Le Sport* et *Le 10 Sport*, qui ont tous été des échecs éditoriaux et économiques. Il reste qu'au nom du prestige du journal, des valeurs dont il se réclame et d'un peu d'ambition éditoriale, *L'Équipe* aurait pu endosser un rôle de vigie, de lanceur d'alerte, d'observateur critique des évolutions alarmantes du football. Au lieu de quoi, il est resté le spectateur au mieux passif, parfois complice, de ces évolutions que ses journalistes avaient sous le nez.

**Qu'est-ce qui explique cette passivité ?**

Il y a probablement plusieurs facteurs, parmi lesquels l'argument classique « Ça n'intéresse pas les gens », ou encore une idéologie historiquement de droite et l'intérêt partagé de voir le football se transformer une industrie du spectacle. Mais cette passivité reste de l'ordre du renoncement, même si aujourd'hui, le journal en arrive, prudemment et avec quinze ans de retard, au stade de la prise de conscience. Sur certains sujets, comme l'arbitrage par exemple, le journal a adopté la position imbécile des télévisions. On peut d'ailleurs être particulièrement surpris de l'absence de toute critique à l'encontre du traitement télévisuel du football, alors qu'il y a de quoi redire. Mais c'est un si petit milieu qu'il faut éviter de se fâcher avec d'éventuels futurs collègues ou patrons, de compromettre des débouchés professionnels, l'accès à la lucarne: cela renforce le tabou corporatif.

**Est-ce que, pour la presse, So Foot constitue un contre-exemple ?**

Oui. C'est une expérience très significative, d'autant plus qu'elle semble avoir assuré sa pérennité. Ils ont réussi à concilier un vrai projet éditorial avec un modèle économique viable. On peut leur trouver des limites ou leur adresser certaines critiques, mais il faut saluer cette réussite. Malheureusement, *So Foot* reste relativement en marge du milieu, et n'exerce sur lui qu'une influence limitée.



**Qu'est-ce qui explique l'immobilisme ou le conformisme général ?**

Sur nos quinze années d'existence, le constat est terrible: on n'a vu que des dirigeants nommés pour formater un journalisme de marché, dirigé depuis les régies publicitaires et les services marketing, sans imagination, ne cherchant qu'à reproduire des formules éculées, à être moins-disant, à courir après la facilité. En réalité, ils ne font qu'accompagner, en l'aggravant, le déclin de leurs médias. Il n'y a aucun effort de « recherche et développement », tant pis si c'est suicidaire dans leur situation. En presse spécialisée, la principale réponse à la crise a été d'appauvrir les contenus,

d'être de plus en plus racoleur. Il y a des efforts à la marge, il y a de bons journalistes, mais aucune vision, aucun véritable projet éditorial.

**Le processus a été identique en télé ou en radio ?**

En audiovisuel, alors que le nombre de canaux a explosé, la victoire du conformisme et du nivellement par le bas a été totale. Il s'est agi de faire ce que faisaient les autres, parfois en pire, et en tout cas toujours avec le même casting de chevaux de retour usés jusqu'à la corde, mais bien déterminés à garder leur rond de serviette dans des talk-shows d'une médiocrité confondante. À de rares et éphémères

exceptions près, on n'a rien vu de nouveau apparaître. Une large partie de la corporation est gouvernée par le copinage, et elle se blinde contre les critiques en baignant dans un sentiment d'autosatisfaction permanent. La magie de la médiocrité générale, c'est qu'elle permet à ses tenants de ne jamais en prendre conscience, tout en maintenant un niveau d'exigence très bas dans le public.

### **Comment Canal+ évolue dans ce contexte ?**

Canal+, qui pouvait se prévaloir d'avoir beaucoup innové et de se démarquer des autres chaînes, se contente de faire l'aumône de quelques efforts de qualité, tout se plaçant à la pointe des dérives les plus communes : déblatération, pipolisation, suivisme, niaiserie, réalisation boursouflée, haine anti-arbitrale, mépris des supporters, censure des aspects problématiques. En termes d'audience, cela marche convenablement. Pour ce qui est de développer l'amour et la connaissance du football, c'est catastrophique. Y compris pour Canal+, à moyen ou long terme, qui ne prend pas soin de son propre marché et qui méprise le noyau des passionnés de football. Sans faire d'exploits, beIN Sport a déjà fait ressortir ce que son rival était devenu.

### **Les services « Sports » de la presse quotidienne nationale généraliste (Le Monde, Libé...) semblent s'autoriser une plus grande liberté de ton que les médias spécialisés – tu tiens d'ailleurs toi-même un blog sur Lemonde.fr. Comment l'expliques-tu ?**

Disons qu'après avoir beaucoup négligé l'actualité sportive, les quotidiens dits sérieux s'y sont mis, au moment où ce domaine devenait plus noble (et plus rentable), en adoptant un point de vue plus distancié, extérieur, conformément à leur propre culture journalistique. L'actualité non-sportive du sport offre une multitude de sujets passionnants et aussi légitimes que pour n'importe quel autre domaine. Les *pure players*, notamment Rue89, ont également apporté une approche intéressante, plus moderne. Et il y a parfois des portes qui s'ouvrent : la proposition d'animer un blog "invité" sur Lemonde.fr en est une.

### **Est-ce que les sites Internet spécialisés ont fait évoluer le journalisme de football ?**

Les sites professionnels ont investi les formats du Web, comme l'info continue ou les lives, parfois les infographies, mais sans réelle valeur ajoutée sur le plan éditorial. Leur contenu s'étagé entre le basique et le franchement médiocre, dans une logique de flux de contenus et de quête de trafic. La marque et les moyens économiques de *L'Équipe* lui ont permis d'acquérir une certaine suprématie, et il est frappant de constater que les *pure players* sportifs n'ont pas vraiment d'image, de personnalité.

### **Et du côté des sites amateurs ou indépendants ?**

Le phénomène majeur des dernières années, c'est l'émergence sur Internet de toute cette mouvance de sites indépendants qui a apporté une véritable diversité et le renouvellement le plus significatif : les rédacteurs ont une très grande expertise, un ton, de l'humour, et ils explorent des terrains souvent négligés par

les médias professionnels : le supportariat, la tactique, l'histoire du football et des cultures populaires qui s'y rattachent. Bref, ce qui fait que ce sport est une culture, pas juste un produit.

### **Quelle influence peut avoir cette mouvance ?**

En étant optimiste, on peut espérer que ces sites exercent à terme une influence bénéfique sur l'ensemble du milieu. Dans certains médias, on voit arriver une génération de journalistes qui ont envie de faire autre chose, qui ont été biberonnés à *So Foot* ou aux *Cahiers*. On peut aussi espérer que les médias institutionnels finissent par recruter des talents parmi ceux qui émergent de ce côté-là. Reste à savoir si la pression du marché de l'emploi, ultra-précarisé, ne les contraindra pas à rentrer dans le rang. Le problème majeur, c'est qu'il faudrait des patrons de rédaction qui aient un tant soit peu de courage et d'ambition, pour parler poliment. De ce point de vue-là, c'est la désolation.

### **Dans un contexte de surmédiation marchande du foot, mais aussi de bouleversement de l'économie des médias, quelle peut-être la voie pour un journalisme à la fois indépendant des sociétés de spectacle sportif, moins focalisé sur l'événement et plus distant à l'égard du spectacle et de ses acteurs dominants ? Internet peut-il être une réponse ? Avec quel modèle éditorial et quel modèle économique ?**

Il n'y a malheureusement pas de solution simple. Les marges se sont élargies, mais ces expériences restent la plupart du temps fondées sur le bénévolat, elles sont terriblement dépendantes de la mobilisation de leurs animateurs. Il leur est difficile de trouver un modèle économique pour se pérenniser : les ressources publicitaires sont insuffisantes à ce niveau de trafic, et le recours à des solutions payantes est difficilement envisageable du fait de l'ampleur de l'offre gratuite.

### **Le financement par la publicité est-il une impasse ?**

Sur Internet, la publicité oblige à faire du volume, du clic : il faut débiter de la news, reprendre n'importe quelle information, exploiter les controverses du jour... Et aussi accepter des formats publicitaires de plus en plus intrusifs, sans parler des liens sponsorisés et autres aliénations du contenu rédactionnel. Jusqu'à présent, cela a condamné par avance les modèles éditoriaux qui veulent privilégier la qualité à la quantité. Les formules payantes sont peut-être une solution. Pour notre part, nous avons décidé de tenter un modèle mixte, associant les revenus de la publicité (dont la présence est limitée), ceux de notre boutique (livres, t-shirts) et les dons des lecteurs, que nous venons d'inciter à souscrire des abonnements de soutien.

### **Que peut-on souhaiter aux Cahiers du football ?**

Eh bien justement, que leur modèle éditorial rencontre enfin un modèle économique. Nous entrons dans un nouveau cycle, avec de nouveaux blogs et rédacteurs, encore plus d'écriture participative au travers de notre "Atelier" sur le forum, l'envie intacte de continuer l'aventure tout en évoluant... Les prochains mois seront décisifs pour *Les Cahiers*.

# ACRIMED N'EST PAS UNE NICHE FISCALE !

Après deux ans et demi de tergiversations entachées d'irrégularités, l'administration fiscale vient de refuser à l'association Acrimed le bénéfice de la disposition qui permet la défiscalisation (à hauteur de 60 %) des dons consentis « au profit d'œuvres et d'organismes d'intérêt général ».

Nous avons ainsi appris, notamment, que notre association ne contribuait pas à la production et à la diffusion d'œuvres de l'esprit et que les centaines de débats et conférences que nous avons animés depuis notre création ne présentaient aucun caractère pédagogique. De toute évidence, l'administration fiscale craint de voir se constituer, au bénéfice d'Acrimed, une niche fiscale qui, pour 50000 euros par an au maximum, pourrait peser plus lourdement sur les finances publiques que toutes les autres !

Manifestement, il relève de l'intérêt général d'entraver ainsi notre contribution à une vie démocratique à laquelle suffisent si bien les grands médias gorgés d'aides publiques ! Et il ne fait aucun doute que l'administration fiscale, pour couper court à toute interprétation malveillante de ses décisions, va publier incessamment la liste des bénéficiaires de la défiscalisation qui nous est refusée : il sera alors possible de vérifier à quel point, à la différence de tant d'autres organismes, nous dérogeons à l'intérêt général !



Nous examinons dès aujourd'hui toutes les voies de recours juridique contre la décision inique qui frappe notre association et ceux qui la soutiennent. Contre l'arbitraire technocratique, nous en appelons à la volonté politique des gouvernants, mais d'abord aux syndicats (et particulièrement aux syndicats de journalistes et de salariés des médias), aux associations et aux partis démocratiques. La question que nous leur posons est simple : est-ce que oui ou non la libre expression de la critique des médias (quoi que l'on pense de celle-ci) présente un intérêt général et apporte une contribution irremplaçable à la vie démocratique ?

Nous n'osons pas douter de la réponse. Mais chacune et chacun peut proposer la sienne – en effectuant un don, en adhérant... ou en dévalisant notre « boutique » (ci-contre et à retrouver en ligne, [www.boutique.acrimed.org](http://www.boutique.acrimed.org)).

Adhérer  
Acheter en ligne  
[www.acrimed.org](http://www.acrimed.org)

>> **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Tarif normal : 15 €               | <input type="checkbox"/> Tarif de soutien : 20 € (ou plus...) |
| <input type="checkbox"/> Union européenne et Suisse : 25 € | <input type="checkbox"/> Reste du monde : 32 €                |

>> **Je commande**

- NOUVEAU!** Le T-shirt « La télé commande » : 15€, frais de port compris. Taille : XL, L, M, S.
- Le(s) n° ..... de *Médiacritique(s)* : 5€ le n°, frais de port compris.
- Le(s) livre(s) n° ..... d'Acrimed, aux éditions Syllepse : 7€ pièce, frais de port compris.
- Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde* : 17,90€, frais de port compris. (Commandes groupées : nous contacter.)
- Des autocollants : prix libre (min. 2€ pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros.

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....  
 Téléphone : ..... Email : .....  
 Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,  
 et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :  
 Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris

Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : [admin@acrimed.org](mailto:admin@acrimed.org)

# MÉDIA(BOU)TIQUE

## LIVRES D'ACRIMED

1. Médias en campagne – 7€
2. Médias et mobilisations sociales – 7€
3. Tous les médias sont-ils de droite? – 7€



## MÉDIACRITIQUE(S)

Au n°: 5€.



- n° 1: Attention Sondages! – n° 2: Sexisme médiatique  
n° 3: Médiatisation, piège à cons – n° 4: Amour, sport et beauté  
n° 5: Pédagogies médiatiques – n° 6: Transformer les médias?  
n° 7: Médias de démobilisation sociale



17,90€ le DVD, frais de port compris.

## LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

## AUTOCOLLANTS (CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL)



## TICHEURTE

15€ le t-shirt,  
frais de port compris.

Prérétréci,  
90% coton, 10% polyester.

4 tailles disponibles:  
XL, L, M, S.



# Ceci n'est pas un Mur des cons

...Mais si vous souhaitez composer le vôtre, découpez les portraits en suivant les pointillés, épinglez, et complétez selon votre goût.



**Christine Ockrent**  
*Reine des ménages*



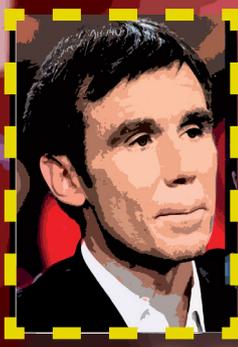
**Bernard-Henri Lévy**  
*Brushing philosophique*



**Nicolas Demorand**  
*Sur les sentiers de la gloire*



**J.-P. Pernaut**  
*Soupe quotidienne*



**David Pujadas**  
*Potage du soir*



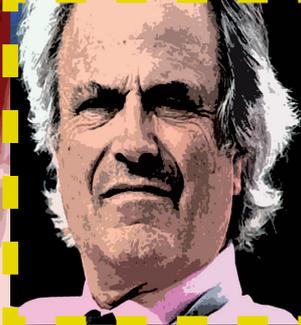
**Claire Chazal**  
*Bouillie dominicale*



**Eric Zemmour**  
*Mal dominant*



**Christophe Barbier**  
*Expert en franc-maçonnerie,  
option immobilier*



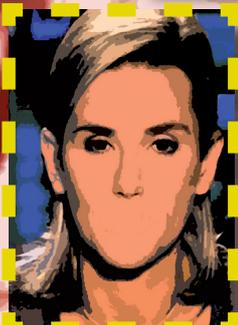
**Franz-Olivier Giesbert**  
*Expert en immobilier,  
option franc-maçonnerie*



**Laurent Joffrin**  
*Réformateur permanent  
de la gauche*



**Jean Quatremer**  
*Sous-commissaire européen*



**Laurence Ferrari**  
*Tête de gondole*



**J.-P. Elkabbach**  
*Baron d'Empire*



**J.-M. Apatie**  
*Pie qui chante*